



Carrefour de savoirs « Le panier de la protection sociale » Compte rendu

23-25 mai 2019, Die (Drôme)

Du 23 au 25 mai 2019, nous nous sommes retrouvés pour un cinquième carrefour des savoirs autour de la protection sociale en France. Ce carrefour s'intègre dans la démarche initiée par le Secours Catholique, la Fédération des Centres Sociaux, le réseau des Accorderies et Aequitaz, pour repenser la protection sociale dans une perspective citoyenne, en portant attention à ce qu'en disent et vivent des personnes à faible revenu et/ou solidaires de celles-ci et à leur vision de ce qu'elle pourrait devenir.

Les carrefours de savoirs sont un lieu d'exploration citoyenne par le croisement des savoirs et des mondes (les savoirs citoyens, les savoirs savants, les savoirs professionnels...).

Les Carrefours donnent la matière aux Contes de la Protection sociale. Le premier livret raconte le lancement de cette exploration citoyenne et propose un cadre de réflexion : pour penser la protection sociale en lien avec la vie des gens, il faut tenir compte d'un ensemble de dimensions plus large que celui que l'on retrouve dans les publications techniques.

Notre collectif a continué à chercher ensemble. Il en est arrivé à préciser l'horizon vers lequel il souhaite se diriger. Le livret N°2 présente la vision de ce qui pourrait fonder une protection sociale solidaire à la fois plus juste et plus douce, qui pourrait se résumer dans l'idée d'interdépendance, et sept principes que nous proposons au débat public.

Nous souhaitons maintenant écrire un troisième conte, sur le panier de la protection sociale. C'est l'objet de ce carrefour.

Nous nous sommes retrouvés une douzaine de personnes des réseaux du Secours Catholique, Fédération des Centres Sociaux, Accorderies et Aequitaz, certaines ayant déjà participé a une ou plusieurs des étapes précédentes, d'autres pour qui c'était le premier Carrefour. Nous avons accueilli un allié, qui est passé par les cabinets ministériels, pour croiser nos savoirs respectifs.

Nous avons avancé sur la thématique difficile du budget de la protection sociale, en allers retours entre nos vies et le panier de la protection sociale, nous avons dessiné les chemins que prend l'argent entre le panier et nos vies, en utilisant des outils d'exploration créative faisant appel au sensible et à l'intelligence théorique et pratique.

Voici un compte-rendu de ce que nous avons produit et appris.

Emmanuel Bodiner, Celina Whitaker, 25 juillet 2019, (version validée avec les participant.e.s)

Table des matières

Objectifs du carrefours de savoirs de Die - Mai 2019	3
Objectifs de la rencontre de mai 2019, à Die	3
Méthode	
Repas et hébergement	3
Le programme prévu	3
Les participants au séminaire	6
23 mai 2019. Nos vies dans le budget	7
Lancement du carrefour	7
Le panier, ce qu'on a travaillé dans les carrefours précédents	9
Nos vies et la circulation de l'argent dans le panier	
Groupe 1	
Groupe 2	
Groupe 3	
Témoignage de Matthieu : Comment cela se passe, vu du coté des cabinets ministériels ?	
Les questions qu'on se pose et les questions que cela pose	18
24 mai 2019 : Et si on regarde le panier du point de vue de l'échelle sociale ?	22
Apports et idées de la nuit	22
Le panier du point de vue de l'échelle sociale	26
Une image en kaplas	
Le vécu de la protection sociale, selon les déciles	
Groupe décile 1Groupe Déciles 3-4	
Groupe déciles 6-7	
Groupe décile 8-9	
La dette humaine et la dette écologique	34
Bilan de la journée	
25 mai 2019 : Explorations complémentaires et retours	39
Idées de la nuit	39
Le fonctionnement des dispositifs. Les rôles joués par chaque acteur, ou institution, pour que cela	
marche	41
Le RSA	
Les retraites	
La santé Les allocations logement	
Le fonctionnement du système au niveau national	
Bilan du carrefour	
Bildii uu carretout	40
Annexe : Calcul du niveau de vie par déciles	51
1. Il faut différencier le « revenu disponible » et le « niveau de vie »	
2. Pour calculer son niveau de vie, il faut procéder par étape :	51
3. Se placer dans l'échelle des revenus	52
Annexe : Sigles utilisés dans le document	53
-	

Objectifs du carrefours de savoirs de Die - Mai 2019

Rappelons les objectifs des carrefours de savoirs, tels qu'ils étaient présentés dans le document distribué aux participants :

Contribuer à une réflexion sur la protection sociale dans une perspective citoyenne

- → Le faire à partir de notre diversité d'expérience dans le système et à ses marges quels que soient notre statut, nos revenus, notre âge...
- → Prendre le temps de rêver un système plus doux et plus juste à partir d'outils et d'approches issues de l'éducation populaire.

Dans le programme distribue aux participant·e·s, les objectifs du Carrefour de Die V sont présentés comme suit.

Objectifs de la rencontre de mai 2019, à Die

- → Préparer le conte III sur le budget de la protection sociale : décodage du budget : "le panier pour les citoyens".
- → Préciser ce qu'on veut mettre en avant dans ce conte, notre lecture du panier.
- → Repérer les ouvertures, les questions à poser pour penser le budget différemment.

Méthode

Nous continuons avec les aspects de méthode qui sont les nôtres depuis les premiers séminaires, a savoir :

- Séminaire VIP (vraiment importantes personnes) qu'elles aient déjà participé ou non à d'autres séminaires
- Principes de coresponsabilité, égalité, bienveillance
- Explorations, exercices et tests, détours et retours
- Croisements de savoirs, d'expériences, d'expertises
- Outils d'exploration créative faisant appel au sensible et à l'intelligence théorique et pratique
- Compte-rendu attentif et modélisations s'il s'en présente
- En souplesse et en rigueur: attention aux mots, aux métaphores, aux mécanismes, aux représentations

Repas et hébergement

Nous retrouvons nos habitudes a Die, ou nous sommes en autogestion complète dans l'habitat collectif Habiterre. Nous nous organisons pour faire les repas et la vaisselle. La confiance se crée aussi en vivant ensemble, des idées qui viennent pendant les repas, les ballades et les soirées libres.

Le programme prévu.

Le programme qui suit a servi de proposition de départ aux travaux du groupe, et s'est adapté aux dynamiques et aux contenus qui ont émergé en cours de route.

23 mai 2019: Nos vies dans le budget

Visualiser la circulation de l'argent de la protection sociale, entre nos vies et le panier Poser ce qui nous semble important d'en dire.

12h Accueil et repas partagé

13h30 Ouverture du carrefour de savoir

- Présentation du carrefour de savoir et de son origine
- Prendre quelques minutes pour situer le carrefour dans une histoire en construction (avec du passé et de l'avenir)
- Préciser l'objectif du carrefour de savoir pour cette réunion-ci
- Approche des trois jours et programme de départ
- Points d'attention pour être enregistré et pour fonctionner ensemble
- Jeu connaissance pour continuer d'apprendre à se connaître.

14h 30 Ce qu'on sait déjà sur le budget

 Rappel / présentation de ce qu'on a déjà travaillé sur le panier de la protection sociale, lors de différents carrefours et séminaires.

15h - Nos vies dans le budget

 Individuellement puis par groupes de deux/trois, repérer là où le panier impacte dans nos vies, et comment l'argent circule entre le panier et nous : nos contributions en argent (cotisations, impôts, etc...) et ce qu'on reçoit (en allocations, en remboursements, etc....)

15h30 Une représentation de la circulation de l'argent dans la protection sociale

• En prenant appui sur nos vies, sur les situations concrètes que nous avons décrites, nous allons dessiner une représentation de la circulation de l'argent dans la protection sociale : D'où vient l'argent ? comment chacun contribue ? Où va l'argent ? Les aides, remboursements et prestations que nous recevons.

16h30 Les questions qu'on se pose et les questions que cela pose.

- Les chiffres ou informations qu'on aurait besoin en plus pour bien comprendre.
- Ce qu'il nous semble important d'en dire.
- Par groupe, puis en grand groupe. On pourra faire appel à ce qu'on a déjà travaillé sur le panier et le budget lors des carrefours précédents pour nous éclairer.

18h Faire le point sur la journée et le travail à faire

18h30 Fin de la journée de travail officielle et préparation collective du dîner

24 mai 2019 : Et si on regarde le panier du point de vue de l'échelle sociale ?

Visualiser le budget avec des Kaplas Intégrer l'enjeu écologique dans le budget.

9h00 Accueil et café

- Apports de la nuit : images, rêves et autres impressions par rapport à la veille.
- Plan de match du jour.

9h30 Et si on regarde le panier du point de vue de l'échelle sociale ?

• On fera la représentation en kaplas de la distribution de la protection sociale, aujourd'hui, par décile : Revenus du travail, revenus de la protection sociale, contributions à la protection sociale, mais aussi "reste à vivre".

(pour ceux qui étaient aux carrefours précédents, on mélange ce qu'on a travaillé à Loisy en septembre 2016, et à Merville en septembre 2018, on fait un pas de plus, pour se poser la question de la justice sociale dans le budget de la protection sociale)

- Qu'est-ce qui est juste et injuste ?
- Comment penser le juste ?

11h30 Le panier et les dettes

Quand on parle de budget, on parle d'équilibre de comptes, et, quand les comptes sont négatifs, de dette à combler. C'est le fameux trou de la Sécu.

Mais qu'en est-il de...

- La "dette humaine" : Combien de kaplas manquerait-il pour qu'il n'y ait plus personne sous le seuil de pauvreté ?
- La dette écologique : Comment la faire apparaître dans la lecture du budget ? L'impact de nos modes de vie, les politiques de prévention, mais aussi les effets de toute action politique, quel que soit son domaine, sur la santé et le niveau de vie des personnes... et donc sur notre nécessité de recours à la protection sociale.

12h30 Repas

14h00 Visualiser le budget avec des kaplas

- A partir des travaux de la veille, du matin, quelles sont les images budgétaires que l'on voudrait faire figurer dans le conte III ?
- On construit les tours de kaplas pour représenter ces images. On en fait des photos pour le conte III.

16h30 Atelier d'écriture

- Écrire le sommaire du conte III : Repérer les essentiels et les ouvertures qui doivent figurer dans le conte pour comprendre et penser le budget différemment.
- Faire le dossier de presse du conte III : quel est son message le plus important, les idées force,...

18h Bilan de la journée

18h30 Fin de la journée de travail officielle et préparation collective du dîner

25 mai 2019 : Explorations complémentaires et retours

Prolonger certains points de l'exploration des deux derniers jour Définir les suites à mettre en œuvre

9h00 Accueil et café

- Les pensées de la nuit.
- Le plan de match du jour.

9h30 Rapport citoyen sur le PLFSS

- Présentation de l'idée du rapport citoyen, et de ce qui a déjà été fait.
 Document distribué à Merville
- Objectifs de ce rapport citoyen
 - Être en capacité de porter une analyse critique sur le PLFSS au regard de nos vies et de nos principes.
 - Construire un outil pour pouvoir le faire tous les ans, et suivre aussi les évolutions.
- Démarche à mettre en œuvre :

Extrait du compte rendu Merville III : Il sera nécessaire et important de travailler avec des partenaires, par exemple des IGAS (hauts fonctionnaires du social) alliés et bienveillants, ou l'UNIOPSS (regroupant les organisations travaillant dans la santé et le social) ... pour vérifier, aider à la recherche des chiffres qui nous semblent pertinents, à la construction des analyses, apporter un autre regard. Mais aussi de s'appuyer sur les regards et savoirs du collectif, avec un groupe de personnes diversement situées, pour préciser les points qu'il est important de creuser, vérifier ce qui est clair ou pas. Avoir un groupe de travail qui nous permette de multiplier les regards.

12h30 Repas

14h00 La suite de la démarche

- Ce qui reste à faire pour finaliser le conte / Se répartir les tâches / Définir un comité de relecture/
- Lancer le groupe de travail sur le rapport citoyen sur le budget / Qui ? Échéances ? /

15h30 Bilan du séminaire

16h Départ

Les participants au séminaire



- Françoise Rahard, Chambéry
- Vanessa Ruiz, Panissières
- Denis Tricoire, Paris
- **Séverine** Noël, Saint Omer
- Sylvette Kuik, Douai
- **Bernard** Schricke, Hazebrouck
- Peggy Coudeville, Douai
- Bernadette Pukall, Annonay
- Pascale Novelli, Paris
- Emmanuel Bodinier, Sassenage animation du carrefour
- Celina Whitaker, Orsay Animation du carrefour

Ont également participé

- Matthieu Angotti, Grenoble
- Soizig, Die

23 mai 2019. Nos vies dans le budget

Visualiser la circulation de l'argent de la protection sociale, entre nos vies et le panier Poser ce qui nous semble important d'en dire.



Les participants arrivent doucement, en fin de matinée. Françoise est arrivée plus tôt, elle a fait les courses pour le séjour, et a lancé le repas pour ce midi, avec l'aide de Soizig, de l'Accorderie de Die.

Nous retrouvons Habiterre (on se sent chez nous ici!) et la magnifique vue du Glandasse.



Lancement du carrefour

Pour ce carrefour, le groupe sera à géométrie variable. Valérie n'a pas pu venir, car elle a eu une mission d'intérim. Même chose pour Morgane, qui doit rester avec sa fille car son compagnon a aussi trouvé un travail; Reza n'a pas pu nous rejoindre. Elsa est en congé sabbatique pendant 6 mois, elle est remplacée par Peggy. Peggy et Sylvette arrivent ce soir. Matthieu sera là aujourd'hui, il ne peut rester les trois jours. Et on accueille Soizig, de l'Accorderie de Die, qui est venue donner un coup de main pour le repas et qui nous accompagne cette journée. Certains d'entre nous sont dans la démarche depuis le début, c'est leur 5eme carrefour, pour d'autres c'est le premier...

Manu introduit le carrefour.

Le carrefour, c'est un lieu où on prend le temps de construire des savoirs partagés, en croisant les savoirs scientifiques, les savoirs de vie, les savoirs militants. C'est grâce à ce lieu qu'il y a eu les deux Contes de la protection sociale.

Pour ce carrefour l'objectif est de construire le contenu d'un troisième conte, sur le panier de la protection sociale. Le panier, ce sont les richesses qu'on mutualise, pour avoir de hôpitaux, des retraites, des allocations quand on est en situation de handicap.... pour répondre à toutes ces situations qui sont fragiles et liées à notre vulnérabilité et à notre interdépendance. La protection sociale, c'est aussi la solidarité de

proximité, le partage direct. Le panier, c'est la solidarité nationale, qui dépasse le fait d'aider quelqu'un qu'on connaît.

Puis **Manu** présente le déroulement général des trois jours

- ce jeudi, l'idée est de partir de nos vies et de ce qu'on connaît dans le système.
- vendredi, on sera sur la question des inégalités dans la redistribution du panier. On l'a déjà traité, à plusieurs reprises, mais on a le sentiment de pas être allé au bout, donc on affine.
 Et puis on travaillera sur la question de la dette humaine, financière écologique
 On sera toujours dans la confrontation des savoirs, et on aimerait produire des images parlantes qui puissent être utilisées pour le conte
- samedi matin, on sera sur un bilan, sur ce qu'on garde, comment on s'organise.....
 On finira après le repas de samedi, pour que chacun puisse rentrer sans encombre.

Manu rappelle nos règles de fonctionnement. On a toujours nos principes

- chacun est légitime pour intervenir, il n'y a pas de question bête. On est dans une forme d'égalité dans la contribution à la réflexion du groupe. On part des expériences de vie, mais aussi de nos savoirs citoyens et de notre engagement, de ce qu'on souhaite pour la protection sociale.
- Il y a aussi le principe de coresponsabilité dans la manière dont cela se passe, dans la pédagogie, et dans la vie qui va autour (les repas, le ménage,....)

Manu demande également l'accord du groupe pour que l'équipe d'animation enregistre les échanges, pour aider au compte-rendu.

Puis on fait tour de présentation : d'où on vient, et ce qui nous intéresse, pourquoi on est là.

Denis vient de Paris, de la Fédération des Centres sociaux. Ce qui l'intéresse, c'est de creuser la compréhension du panier. On a essayé à plusieurs reprises de travailler sur le panier, sur la redistribution, mais on n'a jamais bien réussi. C'est un sujet dont on parle beaucoup, dans l'espace public, mais aussi quand on parle de protection sociale avec les gens. Denis aimerait qu'on arrive à une autre compréhension du panier. C'est un défi.

Françoise, vient de Chambéry, du réseau des Accorderies. Elle est contente de retrouver le groupe. Cela fait trois ans qu'on chemine ensemble. C'est un réel plaisir, et c'est aussi la magie de ce qui peut ressortir de nos échanges, de nos vies et nos connaissances réciproques, qui nous emmènent souvent bien plus loin qu'on pourrait l'imaginer.

Vanessa dit, depuis le début du projet, qu'il faut qu'on s'intéresse au panier, à ce qui entre, pourquoi, ce qui sort, et comment....

Bernadette fait partie de l'Accorderie d'Annonay. Elle est intéressée par tout ce qui est protection sociale, et particulièrement l'aspect de solidarité. Mais il faut aussi parler gros sous, même si cela ne parait pas très intéressant de premier abord.

Bernard est le chauffeur de Séverine. Et accessoirement délégué Inter Régional Nord au Secours Catholique. Le carrefour de savoirs et les séminaires sont, pour lui, des moments un peu à part, qui font du bien. Il a envie qu'on avance sur cette question sur laquelle on est à la peine.

Pascale vient de Paris, du Secours Catholique. C'est une première pour elle, elle a envie de découvrir comment se passent les carrefours. Sur le panier et le budget, elle est intéressée de voir ce que peut donner une vision différente sur ce sujet.

Séverine, de Saint Omer, participe depuis le début. Ces trois jours sont aussi des moments pour elle. Elle est toujours fort occupée, on lui dit de faire attention à elle. Elle essaye d'avancer du coté personnel, de trouver du boulot, elle commence une formation de remise à niveau, aimerait aller au Bac.

Matthieu est adhérent d'Aequitaz. Il est très content de découvrir ce lieu. Pour Matthieu, si déjà nous tous, qui nous intéressons à la question, avons du mal à comprendre ce panier, on peut imaginer ce qu'il en est pour le reste de nos concitoyens

Soiz est là car Françoise lui a proposé de venir. Elle habite Die depuis 2007, elle est pratiquement totalement au chômage, et intéressé de voir le dessous des cartes.

Pour **Manu**, il y a plein d'aléas dans le travail qu'on fait dans le Collectif, sur les questions de plaidoyer, les enquêtes. Les Contes, c'est ce qui reste. Manu a présenté les Contes aux designers de la 27ème Région (des gens qui travaillent sur l'innovation publique, sur la manière dont l'administration doit évoluer). Ils ont réagi très positivement, veulent voir comment aider, s'impliquer.

Manu aimerait qu'on arrive à produire des images sur la manière dont l'argent circule dans la protection sociale.

Celina est un peu comme Vanessa. Comment travailler le budget pour y mettre d'autres choses que seulement les chiffres. Avant, Celina travaillait sur les indicateurs de richesse, sur comment on définit la richesse d'un pays, entre les indicateurs économiques et la prise en compte d'autres richesses que les seules richesses économiques. . Mais il y a aussi comment on regarde différemment les chiffres eux mêmes

Le panier, ce qu'on a travaillé dans les carrefours précédents.

Puis, pour entrer dans le sujet du panier, **Celina** présente ce qu'on a déjà vu, sur le budget, depuis le départ :

- Au départ, on est entré sur la question du budget de la protection sociale par son histoire. On a vu comment les différents dispositifs se sont construits progressivement. La sécurité sociale a été divisée en risques (vieillesse, maladie...). Pour nous, ce ne sont pas des risques, on les a appelé « domaines ».
 - Dans les comptes de la Protection sociale, édités chaque année par la DRESS, ces domaines sont ainsi dénommés : Maladie / Invalidité / Accident du travail et maladies professionnelles / Vieillesse Survie / Famille / Emploi / Logement / Pauvreté exclusion.
- A Die, en 2016, on fait notre premier budget en kaplas (un kapla= un milliard) et on s'est rendus compte des masses que cela représentait, selon les domaines Cela a été notre première vision du montant du budget de la protection sociale. On avait été ébahi par le montant pour chaque domaines ("vieillesse" par rapport à "pauvreté-exclusion", par exemple). Pourtant on fait tout un plat sur le montant donné à l'exclusion ou sur le trou de la sécu.
 - A Merville, encore en 2016, on a essayé de mettre des haricots devant les tours de kapla, pour voir combien de personnes cela concernait...)

Bernard rappelle qu'on avait voulu mettre des Playmobil, cela aurait été plus parlant que des haricots.





• Pour nous, ces différents domaines se concrétisent par des dispositifs : des prestations, des allocations, des remboursements s de ces dispositifs :

RSA / AAH/ Allocations Chômage / invalidité / Allocation Logement / Allocations familiales / Formation / Aides facultatives diverses (venant par exemple des Départements) /

On a droit à ces différentes prestations ou pas; dispositifs auxquels on a droit, ou pas, en fonction de ce qui se passe dans nos vies. Et on souvent parlé de nos vies rondes et de ces cases carrées, dans lesquelles il faut rentrer pour avoir droit aux prestations.

Et puis il y a aussi des choses auxquelles on accède gratuitement ou pas très cher, comme l'hôpital, les crèches ou centre de loisirs,....

Ainsi, aux domaines de départ se sont rajoutés des dispositifs

- A Loisy, en septembre 2016, on a vraiment essayé de rentrer dans le dur du budget. On est partis des comptes de la DREES (Direction des Recherches, Études, Évaluation et Statistiques, dépendant du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales): Il y a un nouvel étage qui s'est rajouté: celui de la dimension institutionnelle: la CAF gère différentes prestations, le Conseil Départemental en gère d'autres, la CNAM, la CNAV... Ce sont donc des institutions qui distribuent, et qui gèrent les dispositifs et les accompagnements. Il n'y a pas de correspondance simple entre les institutions et les domaines, ou les risques. C'est suffisamment mélangé pour qu'on s'y perde.
- A Loisy, on avait aussi regardé nos contributions financières par déciles. Et on avait essayé d'imaginer à quelle hauteur chacun devrait contribuer pour une protection sociale solidaire, on avait essayé de faire différemment de ce qui existe et on n'y était pas arrivé. On avait vu la façon dont chacun contribue financièrement à la protection sociale, la différence entre cotisations, CSG, taxes... Il y a aussi les les employeurs qui cotisent ou qui proposent des services, pourquoi pas... Et puis des dotations directes des budgets de l'État et des collectivités territoriales (dont le budget est constitué des impôts).

C'est ce méli-mélo qu'on aimerait démêler.

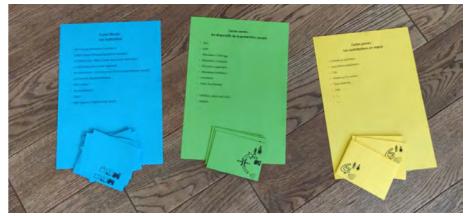
Nos vies et la circulation de l'argent dans le panier.

Celina présente alors le jeu qu'on a imaginé pour démêler l'écheveau des circulations d'argent dans la protection sociale.

Il s'agit de repérer là où le panier impacte dans nos vies, et comment l'argent circule entre le panier et nous.

Pour cela, on a des cartes, et des Playmobils.

- Les Playmobils sont les personnes, et des éléments de décor si on en a besoin.
- les cartes
 - vertes : ce sont les dispositifs



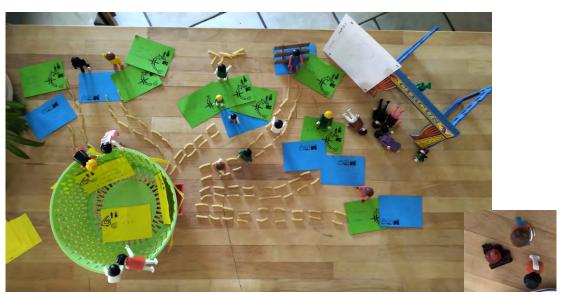
- bleues : ce sont les institutions
- jaunes : les formes de contribution monétaire à la protection sociale.

Cartes vertes : les dispositifs de la protection sociale	Cartes bleues : les institutions	Cartes jaunes : les contributions en argent
RSA AAH Allocations Chômage Allocations invalidité Allocation Logement Allocations familiales Formation Aides facultatives Crèches, centre de loisirs Hôpital	la CAF la CPAM la CNAV (et les CRAV) la MSA, les communes / CCAS Les conseils Départementaux Pôle emploi Les employeurs L'État L'ARS	Cotisations salariales. Cotisations employeurs CSG Impôts sur le revenu Taxes diverses TVA

On se lance, par groupes de 3. Puis on présente les images :

Groupe 1 Séverine, Bernadette, Denis





Le groupe présente :

• Il y a un panier ou sont collectées les cotisations,



 Ces cotisations prennent ensuite différents chemins, et arrivent dans plusieurs endroits
 Sécurité sociale, mutuelles, CAF, MDPH...
 Il y a aussi le Département (mais c'est la CAF qui paye le plus), le chèque énergie....

Sur le chemin de la retraite, on a mis plein de bonhommes là car on a un long chemin à faire pour avoir sa retraite



Au final, c'est le cirque
 Et puis dans un coin, deux jeunes, avec une cerise sur le gâteau, car ils n'ont droit à rien.



On croit avoir identifié les dispositifs, ce qu'on touche, et qui nous verse l'argent,
 A l'autre bout, on a identifié ce qu'on donne, comment on contribue
 Mais on ne sait pas où va ce qu'on donne. La TVA va sûrement un peu partout, on ne regarde pas
 suffisamment nos feuilles de paye pour savoir exactement à quoi vont les cotisations.
 On connaît les institutions qui gèrent, mais c'est difficile de suivre précisément le chemin de
 l'argent.

Groupe 2.

Matthieu, Pascale, Soiz, Manu





Le groupe présente :

 On a mis au centre le numéro de sécu, et la carte vitale, car c'est ce numéro qui nous rend reconnaissable
 Soiz remarque que quand on n'a pas sa carte vitale, et qu'on paye en liquide, on n'apparaît pas dans le système



en bleu, les acteurs qui ont un lien avec la sphère publique





Dans la protection sociale, il y a aussi des acteurs privés, on les a placé avec les post-it roses
 C'est là que se trouvent par exemple les caisses de retraite complémentaire (mutuelles et assurances)



- On s'est posé la question des limites du système de protection sociale : les mairies financent les cimetières, il y a aussi l'éducation....si on considère la solidarité au sens large, si on sort de la stricte notion de protection sociale publique, cela commence à faire beaucoup....
- Le groupe a eu du mal à placer l'argent.
 La CAF refinance le conseil Départemental et la mairie, La mairie paye un bout pour les enfants, etc...

Même quand on le sait, on a du mal à avoir une image simple, pour communiquer simplement sur la manière dont cela fonctionne

Denis remarque que les institutions se reversent de l'argent entre elles. Cela contribue à l'illisibilité. **Bernard** se demande si c'est la construction historique, par empilements successifs, avec des sources multiples de financement, qui fait que ce soit si illisible. Il se demande qui cela arrange. **Matthieu** remarque qu'il y a eu aussi les lois de décentralisation, qui ont changé la donne dans les responsabilités et les circulations d'argent.

Matthieu remarque que c'est aussi par ce que notre système est sophistiqué qu'il peut être précis et répondre à toutes les situations

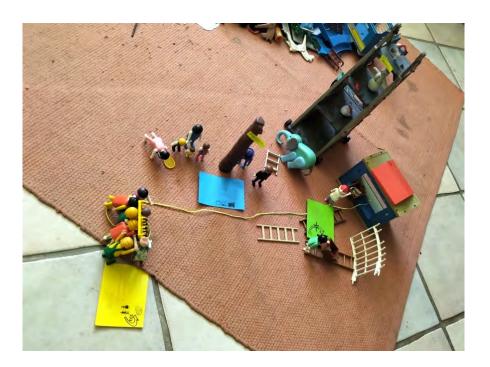
Pour **Vanessa** le fait d'être décentralisé permet d'être aussi plus précis sur les aides qu'on apporte par rapport aux besoins.

Groupe 3

Françoise, Bernard, Vanessa

Le groupe a travaillé sur les parcours de soin, et puis sur le chèque énergie. Le tableau avec les Playmobil correspond à la question du chèque énergie.





Françoise présente

- Tous les consommateurs d'énergie contribuent via la taxe sur l'énergie (CSPE).
- cette contribution va dans le panier, et puis elle est filtrée par les institutions via le fichier national des données qui permet de savoir qui y a droit ou pas. Le fichier est alimenté par les institutions comme la CAF.



ensuite il y a différents chemins et situations possibles

on a droit au chèque énergie, le panier est bien rempli./ mais quelques fois c'est non utilisable, par exemple parce qu'on est logés à titre gratuit









- Le chèque énergie peut avoir un véritable effet et alléger le coût total de l'énergie. Mais pour les pour les gens qui vivent dans des passoires thermiques, et qui ont des dépenses énormes d'énergie, l'effet du chèque énergie est très faible. Quand la facture est très élevée, genre 3.000 euros, et que tu n'as que le SMIC, le montant du chèque énergie ne suffit pas.
 - (l'éléphant, la grosse facture, et le petit oiseau, c'est le petit effet du chèque énergie *sur une grosse facture.)*
- Bernard rajoute que c'est un droit lié à revenu de la personne, mais la personne ne peut le dépenser qu si elle a la capacité à consommer.
 - Le droit au chèque énergie dépend des revenus. Mais ce n'est pas de l'argent qui t'es donné, il est donné directement au fournisseur d'énergie, par diminution de la facture qui t'arrive. Si tu ne consommes pas, parce que tu es logé à titre gracieux ou parce que tu es à la rue, tu ne peux pas l'utiliser

Réactions:

Matthieu raconte qu'à Grenoble, la mairie soutient un collectif de personnes qui sont dans un squat conventionné. Ils avaient droit au tarif social d'électricité, mais quand c'est passé au chèque énergie, ils n'en ont eu plus droit car ils ne sont pas locataires

Ce sont les effets collatéraux de la bascule d'un système à un autre qui n'avait pas été anticipé.

Pour **Soiz**, le chèque énergie, c'est comme un pansement seulement. C'est une manière de faire la charité de façon un peu humiliante. Elle préfère l'idée que l'état finance des programmes solaires, pour faire des économies sur les bâtiments, sur les bâtiments des communes, plutôt que ces petits pansements; En plus, il y a aussi plein de gens qui le reçoivent mais ne l'utilisent pas. C'est comme pour les chèques culture pour les enfants, le gens ne savent pas ce que c'est et ne l'utilisent pas.

Bernard raconte que dans l'expérimentation menée dans le Nord Pas de calais, plus du tiers des personnes qui l'avaient reçu ne l'avaient pas utilisé. Les gens ne savent pas, et même pensent que c'est une pub (il y a le logo des énergéticiens)

Vanessa se demande combien cela coûte de trier, faire des chèques , etc.... comparé à ce que cela coûtait quand c'était la forme de tarif social de l'électricité.

Bernard et **Françoise** complètent : sur qui repose le coût de fonctionnement ? sur les opérateurs qui collectent, ou sur le service publique qui diffuse....

Soiz fait un parallèle avec les chèque emploi service. Il faut mettre un numéro, le signer, les envoyer en recommandé, faire une fiche.... Elle était payé comme cela pour des ménages faits chez un voisin, finalement elle ne les a pas utilisés, et puis ensuite ils étaient périmés. Elle se dit que c'est finalement très cher, et se pose la question de à qui bénéficie cet argent qu'elle n'a jamais touché.

Manu répond que c'est de l'argent non dépensé. Cela a été fait pour des raisons valables : beaucoup de gens travaillaient au noir sur ce type d'emploi, et donc n'avaient pas droit à la protection, à la retraite, à l'assurance maladie.... Mais de fait, la forme ne prend pas en compte l'expérience des vie des personnes qui ensuite vont l'utiliser

Mais Soiz remarque que ce n'est pas pris en compte, par exemple pour la retraite, c'est ce qui est arrivé pour le père de sa fille. Pour Manu, ce qui est compliqué c'est qu'effectivement, pour que ce soit pris en compte, il faut que cela atteigne un seuil

Denis revient sur l'exemple du chèque énergie. Il trouve qu'on arrive à être plus précis quand on part d'une situation très précise de nos vies. Dans les deux autres groupes, même si on partait de nos vies, on a essayé de donner une vision globale, et on se trouve freinés. On a du mal à savoir où vont nos contributions précisément.

Il faut retenir cela : zoomer sur des situations très précises pour apporter des éclairages.

Témoignage de Matthieu : Comment cela se passe, vu du coté des cabinets ministériels ?

On revient en cercle pour la dernière partie du programme de l'après midi. Matthieu doit partir à 17h30. Du coup, avant de faire un bilan des questions ouvertes par l'exercice précédent, on se propose de lui donner la parole pour qu'il nous raconte comment on voit le panier de la protection sociale "de l'intérieur"

Matthieu a été conseiller technique au sein du pôle social du Cabinet de Jean Marc Ayrault, quand celui -ci était Premier Ministre.

On lui demande comment est pensée la construction du panier de la protection sociale, ce qui est pris en compte.

C'est un peu comme l'histoire de l'éléphant et des 7 aveugles (une salle avec un éléphant et sept aveugles. Chaque aveugle touche un bout de l'éléphant et définit ce qu'il voit : un serpent pour la trompe; une lance pour la défense, une corde pour la queue, un arbre pour le genou.... mais aucun n'a la vue de l'ensemble de l'éléphant). Matthieu touche un bout de l'éléphant "protection sociale" qu'on ne touche pas en général.

Matthieu travaille dans une mairie. Mais avant, il était au cabinet de Jean Marc Ayrault, dans l'équipe

sociale. Il explique les différents cercles de travail dans un gouvernement.

- Il y a d'une part les différents ministères thématiques,
- et puis dans le cabinet du 1er ministre, il y a un peu la même chose : différents conseillers thématiques.
- on retrouve la même organisation dans le cabinet du président.

Dans le cabinet du 1er ministre, ils étaient environ 60 conseillers.

Le pôle social regroupe le logement, l'emploi, la santé, les affaires sociales.

Ce qui l'a frappé, c'est au final le peu de personnes qui interagissent. Il y a des points de vue qui s'affrontent, se confrontent, défendent des points de vue différents. Mais tout cela se passe dans quelque chose qui relève d'un petit monde.

Matthieu donne l'exemple de la réforme des Allocations Familiales. C'était une décision importante (mettre les alloc sous condition de ressources ou pas), avec beaucoup de conséquences.

Pour la décision, il y avait 14 personnes dans la pièce, 14 hommes entre 40 et 50 ans, tous ayant fait l'ENA, sauf lui. Il y a une grande homogénéité des profils.

Il y a un contraste entre la complexité d'interactions entre les gens, et tout cela dans un verre d'eau. Matthieu l'a ressenti, mais n'a pas osé le faire remarquer.

Pour **Matthieu**, ce n'est pas seulement la métaphore de l'éléphant. C'est aussi celle de la caverne de Platon : des gens enfermés dans une caverne, à regarder les ombres du dehors qui se projettent dans le mur du fond de la caverne, sans pouvoir imaginer la réalité de ce qui se vit à l'extérieur, car ils sont tournés vers le mur. Le soleil projette les ombres sur le mur, mais si on arrivait à regarder la réalité en face, on verrait la vérité, avec ses couleurs.

Les gens sont dans la caverne, et ont du mal à regarder ce qui se passe à l'extérieur.

Il y a un tiraillement entre expertise et vision globale.

Comme il y a différents domaines en jeu pour chaque décision, chacun va essayer d'être le plus précis dans son domaine pour que ses arguments soient percutants. Il faut de l'expertise : pour convaincre faut savoir de quoi on parle.

Mais pourtant cette expertise vous emmène dans des silos et des cavernes.

Et si on dit qu'il faut "sortir de la caverne", aller voir le monde, on a tendance à perdre en expertise dans son propre domaine, et cette expertise est quand même nécessaire, importante.

Quel est le bon équilibre ?

Aujourd'hui, on va plutôt vers la spécialisation, l'expertise technique, avec des gens qui ont tous la même formation. Le risque de se disperser dans le monde vaste est assez modeste.

Comment faire pour emmener ce monde dans l'ouverture ?

Soiz est sidéré de ce que **Matthieu** raconte. Le simple fait d'avoir le courage de dire qu'il faudrait avoir la parité homme femme, ou écouter les gens !

Pour **Manu**, il faut considérer tous ceux qui interviennent. En effet, autour de chaque ministre, il y a un cabinet, mais aussi une administration : cela démultiplie.

Il prend l'exemple de décisions sur l'électricité. Cela va toucher à l'économie, à l'énergie et habitat, c'est à dire des ministères différents. Il ne suffit pas de convaincre un seul type qui est en haut de la pyramide. La principale question que cela lui pose est celle de l'entre soi et de l'homogénéité.

Pour **Matthieu**, le problème est aussi que ce monde a tendance à perdre ses repères. Lui même s'est senti glisser durant les 18 mois où il a été au cabinet.

Il y a un esprit de corps, un sentiment d'appartenance, une coupure géographique dans quelques quartiers de Paris. C'est ce qui l'a le plus frappé.

Est ce qu'on est capable de produire une capacité à redonner des repères au plus grand nombre, mais aussi aux personnes qui gravitent dans cet univers, pour leur permettre de ne pas décrocher ?

Manu soulève aussi la question de la vitesse. Tout cela va très vite.

Denis rebondit sur la notion de repère. On dit qu'il faut faire de l'éducation populaire pour que tout le monde s'approprie, mais il y a un enjeu aussi à retravailler dans ce petit monde.

Il demande à Matthieu s'il a vu des moments de rencontre entre ce petit monde et le grand monde ?

Matthieu répond que cette rencontre se fait dans le cadre des visites officielles. Mais cela ne produit rien car c'est trop normé, balisé. Tout le monde sait précisément ce va être dit, il y a zéro surprise.

Matthieu a essayé de faire autre chose, il a organisé des rencontres par exemple avec ATD, ou avec une association de jeunes roms... Ce sont des rencontres où il y a moins de monde, donc plus d'interaction, mais c'est très très rare.

On se pose la question de savoir si on peut, de l'extérieur, envoyer des messages vers l'intérieur.

Bernard pose la question de la place des parlementaires.

Matthieu a été sidéré par la place ridicule que ce microcosme gouvernemental accorde aux parlementaires. 90 % de la loi est faite dans ce petit monde, même les lois d'initiative parlementaire.

Il donne l'exemple de la loi sur la prostitution : c'est une loi d'initiative parlementaire mais elle a été totalement écrit par le cabinet de Najat Vallaud Belkacem.

Visuellement, pour la presse, les parlementaires étaient présents. Mais dans la réalité, leur place est minime. Il y a un vrai déséquilibre entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif.

Manu fait remarquer que ce n'est pas le cas dans tous les pays, et cela ne l'a pas toujours été en France.

Pour **Matthieu**, quand on essaye d'influencer les pouvoirs publics, on passe beaucoup de temps à aller voir les parlementaires, mais finalement cela ne sert à rien.

Bernadette pose la question des lobbys.

Manu pose la question du rapport entre le social et l'économique, entre les conseillers de Bercy et conseillers du pôle social. Quel est le poids de chacun dans la mesure d'impact d'une mesure sociale ? Est ce que c'est l'impact budgétaire qui prime ? Est ce que c'est caricatural ou plus complexe que cela ?

Matthieu donne quelques exemples :

- -- sur le chèque énergie, il y a eu des moments de confrontation,
- -- sur la garantie jeune : la tactique a été celle du contournement des problèmes. Un petit groupe s'est constitué, composé de 4-5 personnes : les conseillers sociaux du ministre, du président, de la ministre de la santé, et le directeur de cabinet de Carlotti. Ce petit groupe a manœuvré pour obtenir une décision entre le Premier Ministre et le Président.

Ils organisaient des réunions avec le ministère des finances, mais n'y disaient pas la vérité. Ensuite le 1er ministre et le président ont dit OK sur le principe, mais le ministère des finances était mécontent quand il a appris que le principe était acté. Alors il s'est allié avec le ministère de l'emploi et ont essayé de déboulonner le dispositif, de le vider de sa substance.

Le 1er ministre devait prononcer un discours le 12 décembre, et quelques jours avant il y avait encore des réunions, où les finances ont failli gagner (pas de montant garanti). Matthieu a alors sorti l'argument de l'expérimentation : 10 Départements, et ensuite on verra. C'est ce qui a été décidé.

Denis se demande si ce qu'on a entendu se duplique dans les sphères des collectivités territoriales .

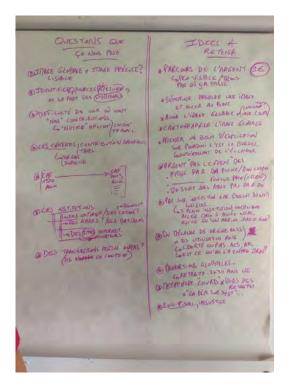
Matthieu prend exemple de la Mairie de Grenoble. Il y a une majorité avec 40 élus, et 40 cadres. Une gouvernance à 80, c'est très compliqué à gérer. Je ne sais pas dire si c'est trop ou pas, mais cela pose question. Quelle gouvernance à 80 inventer pour ne pas tomber dans le système pyramidal?

Pour **Françoise**, il y a aussi des tactiques aussi de ce type dans les mairies.

On fait une pause, puis on reprend pour faire un bilan de de ce qu'on a fait cet après midi, pour représenter la circulation d'argent dans la protection sociale.

Les questions qu'on se pose et les questions que cela pose.

Identifier les questions auxquelles il faudrait réussir à répondre, et les idées qu'il faudrait mettre dans le conte.



Manu : S'interroge sur "image globale" versus "image précise". Est ce que le conte doit articuler image globale du panier et des images précises, ou juste des images précises, ou juste une image globale ?

Vanessa : est ce que c'est réellement possible d'arriver à une image globale lisible ?

Françoise: On a du mal à représenter les parcours de l'argent: A quel endroit il arrive? où il va? par quel chemin il passe? qui le réceptionne? On a des "trous", des vides, on ne sait pas trop par où ça passe.

Bernard : Sur une même mesure, les sources financières et les flux peuvent être multiples. Doit-on continuer à regarder cela ? Ou doit on plutôt aller chercher quel est le coût de chacun des domaines, et quelle est la source qui s'en rapproche le plus ? Par exemple, le domaine "maladie" représente XXX milliards d'euros. Est ce que la taxe sur les alcools et le tabac fait aussi XXX ou juste X.

Si on veut essayer de faire comprendre, faut-il simplifier la complexité ou mettre un chemin de traverse pour avoir les proportions ?

Cela permettrait aussi de réfléchir à ce qu'il faudrait faire : si il faut 100 milliards pour la santé, est ce que les taxes alcool tabac suffiraient ?

Séverine: On est partis de nos vies, par groupe de trois, et on a essayé, mais on a eu du mal. L'équipe qui a travaillé sur le chèque énergie a pris un seul exemple et a mieux réussi. Il faudrait prendre une image précise et aller au bout.

Pascale : C'est intéressant d'avoir une image globale, même si on n'arrive pas à la rendre simple. Peut être il faut assumer que l'on n'a pas tout, parce que c'est complexe. Et alors prendre une loupe et aller voir une image précise.

Vanessa: Les images précises qui peuvent aider à éclairer image globale.

Denis : Apporter des éléments de cette complexité. On a vu qu'il y a plusieurs institutions qui interviennent au même endroit. C'est la pagaille, mais cela correspond peut être à l'histoire, à une logique qu'on ne comprend pas bien mais qui a du sens. Il faudrait alors aller éclairer cette logique, pour la comprendre.

On a aussi des difficulté à voir où vont nos contributions. Éclairer cela nous met en situation d'être acteurs : notre argent, qui vient de.... qui contribue à nourrir ce panier de la protection sociale.

Bernadette : On aurait besoin de chiffres : la part des cotisations sociales dans l'ensemble du financement de la protection sociale, ou encore la part de l'impôt sur le revenu qui revient à la

protection sociale,

A l'autre bout, savoir aussi comment est financée chaque prestation sociale.

Manu : C'est intéressant de parler des institutions. Mais en même temps elles sont le fruit de l'histoire, et elles peuvent bouger. Ce n'est pas un bon endroit pour commencer une cartographie. Par contre, les domaines de vie, c'est un bon endroit.

Manu voit les domaines comme des régions, ou des pays, et l'argent comme des rivières qui viennent alimenter ou assécher ces zones

Manu: On parle souvent de "notre" argent : il passe par nous, par nos poches, nos feuilles de paye, mais est ce que c'est le notre ? Ce n'est pas moi qui produit la monnaie, l'argent que me donne Aequitaz pour mon travail vient d'ailleurs...

Bernard: Il y a aussi l'argent dont on bénéficie mais qu'on ne voit pas. Par exemple les ALD (Affection Longue Durée) qui sont prises en charge à 100 %, ou l'hospitalisation.

Le plus souvent, on n'a aucune idée du coût que cela représente. Pour nous c'est une dépense évitée. La sécu envoie les montants, mais personne ne les regarde.

Bernard: sur les institutions.

Essayer de partir de la CAF, qui verse les allocations familiales.

Faire une frise chronologique, historique, et voir les prestations nouvelles qui passent par la CAF.

Il faut pouvoir dire aussi que cela peut bouger, que c'est aussi une question d'opportunité : par exemple; la poste maintenant fait passer le permis de conduire. On pourrait imaginer que demain la poste serve telle ou telle prestation.

C'est ce qui s'est passé avec les emplois aidés : ils sont passé par le CNASEA, on pourrait se demander pourquoi, mais c'est seulement car à ce moment là, il y avait du monde dans cette institution là qui pouvait le faire.

Celina

Il faudrait pouvoir "poser" les institutions quelque part dans le conte. Elles sont importantes car c'est par là que se fait notre relation à la protection sociale, quand on parle de nos vies on parle d'elles ("la CAF me verse, etc...."), mais en même temps, comme c'est un fonctionnement complexe, avec des institutions qui interviennent pour plusieurs prestations, et différentes institutions qui interviennent pour une même prestation, elles nous empêchent de prendre de la hauteur pour regarder le budget. Si on les pose et on les explique quelque part dans le conte, ensuite on peut aller parler budget global de manière plus simple ?

Vanessa

Dans le coût de la protection sociale il y a le coût du fonctionnement des prestations.

Manu

L'image du panier est assez parlante (cf groupe 1)

Ensuite cela passe par telle ou telle institution, mais peut être demain cela passera par d'autres canaux, d'autres institutions.

Les institutions, c'est un peu le moteur du système, ce qui le fait fonctionner (et c'est pour cela qu'il est utile de regarder comment cela fonctionne) mais ce qui nous intéresse, c'est d'abord de voir ce qui est couvert ou pas (avant d'aller regarder le fonctionnement du moteur).

Bernadette. On pourrait comparer l'institution à une voiture. Il ne faut pas confondre la voiture avec ce qu'il y a dedans : les prestations. les institutions amènent les prestations aux usagers

Manu: C'est drôle de prendre cette image, car souvent les institutions sont des bâtiments. Et ce sont plutôt les usagers qui doivent aller vers les institutions.

Denis : Si on continue sur l'image de la voiture, ou du camion. La tendance n'est pas d'avoir des "institutions camion". Avec le numérique, on nous dit qu'on nous amène les choses chez nous. On

est moins sur le bâtiment, mais on n'est pas non plus sur une camionnette.

En même temps, de plus en plus de centres sociaux développent des vraies camionnettes, des bus itinérants, pour amener des services aux gens.

Manu rajoute qu'à Grenoble, il y a un autobus sur les droits.

Manu: Doit-on parler, ou pas, de la transaction administrative? Est ce que ce serait un autre conte?

On peut se dire qu'on écrit deux contes en même temps ? Car ce sont deux problématiques (le panier et la transaction administrative) qui sont distinctes et intriquées.

Bernard: Il y a du mélange dans l'origine des ressources, mais il y a aussi du mélange dans la manière dont l'allocataire utilise les ressources.

Si on prend l'exemple des APL : soit on reçoit directement les APL et on paye la totalité du loyer, soit on paye une part du loyer seulement car le proprio reçoit l'APL. Au final, c'est la même chose mais on le vit différemment.

On peut aussi prendre l'exemple des Allocations familiales qui, dans les années 50, étaient versées en espèces. Cela rentrait dans le budget général des familles, qui l'utilisaient pour différentes choses, ils pouvaient par exemple payer le médecin.

Donc il y a du mélange pour approvisionner le système, mais aussi du mélange sur l'utilisation de la ressource, sauf pour ce qui est fléché : chèque énergie, ACS pour les mutuelles, APL.

Et il y a de moins en moins d'argent qui passe entre nos mains (les APL ou le chèque énergie, qui vont directement aux prestataires)

Celina: C'est important que cet argent qu'on ne voit pas soit dans le conte

Manu:

Il y a aussi une histoire de proportions. Dans deux groupes, on a parlé du chèque énergie, qui est minuscule en termes de sommes, même si cela touche la question environnementale. Si on compare le montant du dispositif chèque-énergie au budget des hôpitaux, ou à la somme des prestations retraites, c'est vraiment un grain de sable.

On devrait retrouver cela dans le conte : la retraite c'est le double de tout le reste cumulé.

Denis : Si on prend l'idée d'avoir des images précises dans le conte, il faut être attentifs de prendre des images, des situations qui concernent tout le monde. Le chèque-énergie, par exemple, ne concerne pas tout le monde.

Il faut être attentifs à ne pas donner l'impression qu'on est sur des niches, ou sur des choses qui ne touchent que peu de personnes.

Bernard: Il faut faire attention à cette question de proportions, par exemple en attirant l'attention sur le montant de la retraite. Oui, la retraite, c'est énorme, mais cela concerne 20 ou 30 ans de la vie de chacun.

A l'inverse, on peut espérer n'être malade qu'un an. On passe par des moments où on n'est pas en condition de payer son énergie, mais on peut le faire à d'autres moments.

Il y a aussi cette logique là qu'il faut pouvoir expliquer. On est impressionnés par le montant des retraites. C'est "lourd". Mais, du point de vue de nos vies, ce n'est pas "lourd", c'est "long", et c'est ce qui explique le volume. Et cela pèse moins lourd, en proportion des richesses produites, que dans l'après guerre.

Manu : Ne pas donner que des exemples qui soient au bas de l'échelle. Avoir le souci d'une lecture qui soit appropriable par tous.

Bernadette: Il y a aussi un problème fiscal dans la façon dont le panier se remplit, par rapport à impôt sur le revenu. Il y a des gens qui ne payent pas ce qu'ils devraient payer. Comment faire en sorte que l'État s'engage à récupérer cet argent de la fraude fiscale ? Il y a une une forme d'injustice : certains payent, d'autres trichent.

On prend aussi un temps pour revenir sur l'apport de Matthieu Angotti, et ce qu'il a raconté sur la manière dont les choses fonctionnent dans ce qu'il a appelé "le petit monde3;

La réaction de **Denis** est de se dire qu'il faut arriver à identifier les bons lieux où on peut faire influence, y apporter éléments de connaissance et d'argumentation.

Pour **Manu**, c'est plus que les lieux qu'il faut identifier. Il faut aussi être très attentif à ce que ce qu'on dit, ce qu'on produit, ne soit pas récupéré dans un discours libéral qui va à l'encontre de ce qu'on veut.

Manu donne l'exemple de Démocratie Ouverte, qui a fait la proposition d'une assemblée de 300 personnes qui décide sur la transition. Cette idée a été reprise par Macron, qui a instauré un "conseil" de 150 personnes qui vont réfléchir avec le ministère de l'écologie. L'instauration de ce conseil a servi d'annonce sur l'écologie, sans aucune annonce sur une réelle action écologique.

Ce monde peut nous broyer, quelles seraient les conditions pour qu'une démarche ne nous broie pas ?

Pascale est d'accord sur le risque d'instrumentalisation. Elle se pose la question de comment faire pour que les choses se passent différemment.

Pour **Bernadette** aussi, ce risque est important. Cela montre que notre système n'est pas une vraie démocratie. Elle revient sur la question de la place du parlement, car c'est là que devrait se faire l'essentiel du travail.

Manu cite un livre de Nicolas Rousselier "La force de gouverner, le pouvoir exécutif en France". Ce livre montre que l'exécutif n'a fait que se renforcer. Il y a une histoire, qui explique que cela se soit passé comme cela en France. Prendre en compte cette perspective historique pour comprendre la situation actuelle est aidant, pour ne pas tomber dans l'idée que "ce sont des méchants". Il y a une logique politique et historique.

Denis pointe aussi le pouvoir des hautes administrations, de l'administration centrale. Souvent l'administration a plus de pouvoir que les conseillers et les ministres : ils ont les chiffres, l'inertie... Ce monde est plus large que celui que nous a décrit Matthieu.

Bernard remarque que cette question du poids de l'administration se fait sentir aussi aux autres échelles territoriales. Au niveau d'une commune, il y a 15 ans, c'étaient les adjoints en charge des domaines qui répondaient. Maintenant, ce sont les directeurs, le DGS (directeur général des services) et les adjoints thématiques. Le maire dit "c'est technique, ce n'est pas moi qui vais vous répondre" et il passe la parole aux directeurs. L'hyper complexité fait que le maire n'est pas en capacité de répondre.

Séverine est dans le conseil des quartiers. Avant, il y avait un adjoint qui ne s'intéressait à rien. Maintenant, il y en au nouveau qui est au courant de tout, mais qui ne fait rien. Quel sera le troisième ?

Il est 18h30. On lève la séance pour aller préparer le dîner. Sylvette et Peggy arrivent.

Pour le dîner, on a fait des pâtes. Trop de pâtes....Ce soir, on les mange avec de la sauce tomate, mais elles nous suivront durant tout le séjour, agrémentées sous différentes formes.

¹ Nicolas Roussellier, La force de gouverner: le pouvoir exécutif en France, XIXe-XXIe siècles, Paris, Gallimard, 2015.

24 mai 2019 : Et si on regarde le panier du point de vue de l'échelle sociale ?

Visualiser le budget avec des Kaplas Intégrer l'enjeu écologique dans le budget.

Manu accueille le groupe. Sylvette et Peggy sont arrivées hier, elles seront avec nous ce vendredi et demain. Matthieu et Soizig, qui étaient là hier, sont partis.

Puis **Manu** introduit le programme de la journée:

Ce matin, l'idée est de revenir sur la question des inégalités dans la redistribution du panier. On l'a déjà traité, à plusieurs reprises, mais on a le sentiment de pas être allé au bout, donc on affine.

Avec les Kaplas, on va faire la représentation de la distribution de la protection sociale, par décile. On va d'abord regarder le coté des revenus : on va placer, par décile, les revenus du travail, les revenus de la protection sociale, et les revenus du patrimoine (Pas le patrimoine, mais ce qu'il rapporte à ses propriétaires plus-value des actions, loyers de propriétés, etc...). Puis on placera les contributions de chaque décile : contributions en impôts (impôts sur le revenu, taxes, TVA,...) et contributions en cotisations sociales

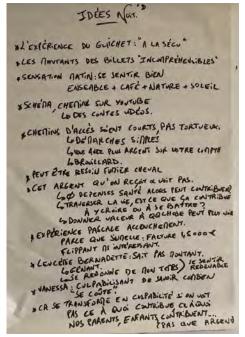
Puis on va se situer, chacun, dans ces déciles. Et on va prendre un temps, par groupe de déciles (ceux qui sont au bas de l'échelle, ceux qui sont dans les déciles du milieu, ceux qui sont dans les déciles du haut), et regarder, dans chaque groupe :

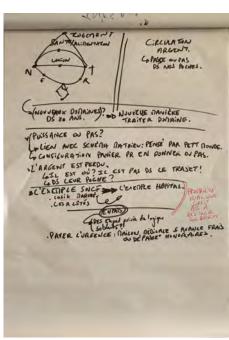
- l'argent qui passe par nos poches,
- l'argent qui nous manque,
- et l'argent qu'on ne voit pas, qui ne passe pas entre nos mains, ou dans nos poches, mais qui circule dans le système (l'hôpital gratuit, les APL versées directement au propriétaire,...)

Cet après-midi, on va essayer de regarder les sommes d'argent par domaine de la protection sociale, ce que cela représente, et les questions que cela nous pose.

Apports et idées de la nuit

Comme à notre habitude, on démarre la journée avec les apports de la nuit : images, rêves et autres impressions par rapport à la veille.





Hier, **Sylvette** et **Peggy** ont raconté leur périple pour arriver jusqu'ici. **Celina** a retenu un bout de de ce que Sylvette a raconté : à la Gare de Lyon, au guichet pour le changement de billet, il fallait prendre un ticket et attendre d'être appelés. Sylvette a réagi : "on se croirait à la sécu ici".

Denis arrive avec une sensation du matin. Dehors, sur la terrasse, il se sentait bien, il avait du café, on était ensemble, il y avait du soleil, et on était au milieu de la nature. Il se dit que cela faudrait le coup de revenir, à un moment, sur comment placer la question écologique dans notre approche de la protection sociale (le principe de soutenabilité).

Pascale arrive avec l'idée d'un petit film d'animation avec des Playmobil, qui montre les chemins de circulation de l'argent, pour donner une idée de la vision globale.

Bernadette reprend l'idée du chemin. Comment faire pour que les chemins d'accès aux prestations sociales soient courts, ne soient pas tortueux, et que les démarches administratives soient simples et accessibles à tous ? Il y a de moins en moins de personnes dans les services, on nous renvoie de plus en plus à des démarches par internet, avec des prestations qui peuvent s'arrêter d'un jour à l'autre parce que vous n'avez pas faire le nécessaire, et on ne vous dit pas pourquoi. Il y a comme un nuage de brouillard, où on ne voit pas bien, au niveau d'internet.

Vanessa n'a pas eu le temps de penser, elle a très bien dormi.

Françoise raconte qu'elle est sortie faire des courses avec Bernard. En revenant, ils ont vu un tas de fumier de cheval, et Bernard a dit "ça, on n'en a pas besoin". Vraiment ?

Manu fait un lien. Il a fait un stage de médiation, et, pendant ce stage, au repas, on leur demandait de manger en pensant à tout ce qui a permis à la nourriture d'être là. Les gens qui on produit les aliments, le soleil qui a permis de pousser, la terre et le fumier de cheval pour en faire une bonne terre...

Bernard revient sur l'idée de travailler sur l'argent qu'on reçoit mais qu'on ne voit pas. Il se demande jusqu'où c'est pédagogique de n'avoir aucune dépense de santé, car il est en ALD, alors qu'il dispose de revenus qui lui permettrait d'y contribuer ?

Cela pose la question de la soutenabilité du système. Est-ce que le fait de traverser la vie sans jamais mettre de son propre argent sur une maladie qu'on a, contribue à ce que les gens croient au système, ou est ce que cela contribue à faire perdre l'envie de se battre pour lui ? comment on donne de la valeur à quelque chose qu'on finit par ne plus voir ?

Manu demande à Pascale de raconter son expérience suite à son accouchement.

Pascale raconte. Quand elle a accouché (de jumelles), une de ses filles est restée deux semaines à l'hôpital, et il y a eu des problèmes d'enregistrement de numéro de sécurité sociale, entre les deux jumelles. Du coup, Pascale n'a pas eu de prise en charge directe du séjour à l'hôpital, et a reçu chez elle une facture de 45 mille euros, à régler au Trésor Public, avec tous les détails de ce à quoi cela correspondait. Elle a appelé l'hôpital et n'a pas eu à régler la facture. C'était flippant, mais, de l'autre coté, cela lui a permis de se rendre compte de ce qu'on met dans le soin qu'on apporte aux personnes à l'hôpital.

Bernadette a eu une expérience inverse. Il y a 5 ans, elle a eu une leucémie, avec hospitalisation et traitements. Elle n'a jamais su le montant de ce qu'avaient coûté les traitements. Cela l'a gênée et cela la gêne encore. Maintenant, elle a dépassé la gêne en se disant qu'elle allait donner aux autres. La société lui a donné beaucoup, maintenant elle redonne de son temps.

Vanessa trouve que c'est hyper-culpabilisant de voir les montants des décomptes de la Sécu et de savoir ce qu'elle coûte à la société.

Pour **Denis**, c'est important de s'en rendre compte, mais ça provoque quelque chose de l'ordre du culpabilisant ou de la redevabilité. On contribue au panier, par les cotisations, par le fait de consommer (par la TVA,etc...). C'est bizarre que cela se transforme sur "je coûte", je suis redevable".

Pour **Bernard**, cela renvoie à la nécessaire articulation de tous nos principes.

Bernadette y a vu la question de la solidarité. Humainement, elle a été aidée à tous niveaux. Et maintenant elle donne, et cela lui apporte aussi. Ce n'est pas de la culpabilité, mais elle aurait aimé savoir ce que cela a coûté.

Denis pense que ce serait aussi intéressant de savoir, en regard, ce que Bernadette a contribué pendant toute sa vie.

Pour **Bernard**, il faut aller chercher là la motivation pour que ce système tienne et se renforce. Sinon, il est comme transparent, on ne le voit pas.

Bernadette rajoute que le le fait d'avoir des mutuelles, individualise de plus en plus le système. On oublie la solidarité et on part sur l'individualisme.

Cela fait penser à **Bernard** au mauvais message qui est passé pendant la campagne européenne "la France a un solde négatif au niveau de l'union européenne, on donne plus que ce qu'on reçoit". En passant ce message au niveau de la société comme un tout, on le passe aussi pour le niveau individuel

Hier soir, **Manu** a regardé comment on pourrait faire une carte avec les domaines de la protection sociale. Cette carte correspond au Khalavie. On peut y placer ce qui est traité ou pas par la protection sociale.

Il faudrait rajouter une ligne du toit, car il manque le logement dans notre schéma. Le logement est apparu hier dans deux groupes, avec la question de l'électricité et du chèque énergie, mais aussi avec les établissements pour accueillir quand on est en trop grande dépendance.

Ce serait intéressant de dessiner cette carte, et, ensuite, dessiner la manière dont l'argent circule, en distinguant les zones. On pourra y noter les noms des dispositifs tels qu'ils existent aujourd'hui, mais ce ne sont pas eux pas le centre de la carte. La carte, c'est le Khalavie.

On pourrait fonder le conte là dessus, et pas sur les dispositifs, ni sur les institutions

On pourrait ensuite y mettre l'argent qui passe dans nos poches, celui qui ne passe pas dans nos poches, celui qu'on ne voit pas passer et celui qui nous manque.

Denis se demande si, dans 20 ans, il y aura de nouveaux domaines qui seront pris en charge par la protection sociale? La dépendance,

Pour Manu, la dépendance est déjà là, du coté de la santé. C'est le mot pour dire handicap après 65 ans.

Françoise pense à la question de l'alimentation, ou du transport.

Celina reprend l'idée en se disant que la question n'est pas tellement de savoir s'il y aura de nouveaux domaines, mais ce qu'il y a dans les domaines, et comment ce contenu des domaines peut évoluer. La dépendance s'est rajoutée à santé. L'alimentation est une forme de santé.

Ce qu'on met dans les domaines peut varier, ça va varier, forcément, selon les enjeux et problématiques rencontrées dans la société. Du coup, la question serait alors de voir, ce qui, dans tel domaine, on pense devoir être pris en compte dans une protection collective.

Manu fait un lien avec les notions de pouvoir et de puissance. Le pouvoir est collectif, la puissance est individuelle : c'est ce qui est inaliénable et qui nous donne une capacité d'action directe.

Il prend l'exemple du vélo : si on déraille, on peut remettre la chaîne en place. Mais si on a un on vélo électrique, on n'a pas de puissance car on n'est pas capable d'agir directement pour réparer le vélo.

Il y a des expériences de protection sociale où on n'a plus de pouvoir dessus. Il y a une perte de puissance. Est ce que le panier sert notre puissance d'agir ou est ce qu'il nous en enlève ?

il y a plusieurs manières d'organiser le panier en fonction de cela. Avoir le choix de la manière d'être soigné, du mode de garde des enfants, etc.......

Pour **Bernard**, cela rejoint le schéma de Matthieu, et du "très petit monde". Il reprend l'exemple des galères

de Sylvette et Peggy avec leurs billets, remboursables, non remboursables, avec assurance, C'est un très petit monde qui a définit la politique SNCF. Et nous on en comprend pas, mais les agents non plus : les agents sont aussi dans le grand monde.

Séverine raconte une histoire de train et de billets et de noms sur le billet....

Manu trouve que ces histoires de billet de train sont intéressantes. Quand on ne te rembourse pas le billet, ou on te rembourse qu'une part du billet, où est cet argent ?

Pour Bernard, la SNCF est juge et partie, elle fait elle même sa politique tarifaire et sa politique de contrôle

Peggy pense aux portes pour entrer dans les quais, à la gare de Lyon. Et aux fluctuations incompréhensibles des tarifs.

Pour **Bernadette**, c'est la toute puissance.

Manu remarque que pour la SNCF, on est dans le principe de la régulation par le marché. A l'hôpital, cela ne se passe pas comme cela. Pour le même service, tu auras le même prix, si tu le demande à l'infirmière ou si tu le demandes à l'accueil. Le fait d'avoir un tarif unique pour les médicaments, pour les livres, c'est une manière de contrôler que cela ne puisse pas être vendu à des prix différents.

Bernard rajoute un élément dans la réflexion. Il prend l'exemple des imprimantes, qui ne coûtent plus cher. Mais dont les cartouches coûtent très cher. Au fond, c'est la même chose pour la SNCF : on peut trouver un billet à un prix raisonnable, mais tous les "accessoires" du billet (échange, etc....) coûtent très cher. L'essentiel des profits est fait sur ces à-coté. Et c'est encore la même chose pour la voiture : le coût total du véhicule (entretien, assurances, etc...) n'a fait que monter, alors que le coût du véhicule n'a fait que baisser.

Pour **Manu**, cela montre que ce n'est pas parce que c'est une propriété publique que cela fait de la solidarité. L'hôpital pourrait rester public et basculer dans un fonctionnement type SNCF. Les EHPAD peuvent être publics ou dans le marché. Il y a là quelque chose à nommer sinon on perd la manière dont on pense le panier.

Peggy la différence est dans ce qui est prévu (la réservation); et ce qui arrive, l'imprévu, pour lequel il faut payer des compléments de plus en plus chers. Pour chacun, l'hôpital est un imprévu, mais c'est prévu dans le système de santé. Si on entre dans la logique de marché, il peut y avoir une dérive.

Pour **Pascale**, les EHPAD peuvent être publics et dans une logique de marché. Peuvent-ils être privés et dans une logique de solidarité ? (les associations)

Bernard remarque qu'aujourd'hui, ce qui est mis en avant du bilan de la SNCF, c'est d'avoir fait 300 millions de résultat ("ma boite fait du pognon") et non pas d'avoir transporté tant de passagers sans retard (résultat du service rendu).

Manu complète dans le sens de Pascale. Les mutuelles sont privées, mais sont dans une logique de solidarité. Il y a un bout de solidarité dans les mutuelles, plus que dans les assurances privées. Mais il y a des limites.

D'autant plus qu'elles sont dans un marché concurrentiel, complète Bernard.

Françoise revient sur la notion de temps et d'urgence. A la SNCF, cela coûte plus cher de changer le billet, ou d'avoir un billet pour le moment même. Si on transpose cette logique à l'hôpital, cela voudrait dire que, quand il y a une urgence, il faut payer plus cher.... cela fait froid dans le dos.

Denis continue sur la notion du temps et de l'urgence. Si on va à l'hôpital, aux urgences, on a 4 heures d'attente. Si on va à la maison médicale de garde, privée, on avance les frais, mais on est pris dans la demiheure. Le fait de pouvoir avancer les frais (ou de pouvoir supporter un dépassement d'honoraires, complète **Bernard**) enlève le temps d'attente.

Séverine rebondit sur le système de pré-orientation, à l'hôpital, selon urgence. On propose aux personnes de rentrer et de revenir plus tard. Mais les gens viennent de loin, ne peuvent pas repartir. Ceux là doivent attendre de toute façon.

Vanessa raconte une expérience à l'hôpital. Elle attendait quelqu'un qui était aux urgences. En fait, elle a observé comment cela se passait et a trouvé cela très angoissant. C'est dur. Les dames qui accueillent et viennent chercher les malades ont un boulot qui n'est pas facile, les personnes qui attendent sont à cran, et les dames doivent faire avec cela, elles en prennent plein la tête.

Pour **Manu**, il y a un lien à faire avec le sentiment d'urgence qu'exposait Matthieu, à Matignon. De fonctionner dans des systèmes qui oppressent par le temps, par l'urgence. Et où du coup on est prêts à payer plus. C'est compliqué de demander à être solidaire quand on est dans ce sentiment d'urgence. Cela veut dire aussi que pour se donner une image du panier, il faudrait y mettre aussi la manière dont on vit les situations, pas seulement les sommes. Il y a un lien entre les deux, l'hôpital fonctionne comme cela aussi parce qu'il y a moins d'argent.

Le panier du point de vue de l'échelle sociale.

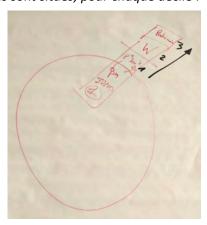
Une image en kaplas

On monte l'image en kaplas :

On commence par les revenus. Pour chaque décile, on va placer les différents types de revenus. c'est le revenu disponible, après impôt, taxe d'habitation et cotisations. C'est ce qui reste pour vivre. Mais on ne retire pas par exemple ce qu'on paye en TVA.

- les revenus du travail,
- les revenus de la protection sociale (AAH, RSA, retraites, allocations chômage, allocations familiales, APL,...)
- les revenus du patrimoine (revenus du livret A, loyers perçus, revenus financiers. On le fait en rond, cela permet d'avoir le décile le plus grand à coté du décile le plus bas.

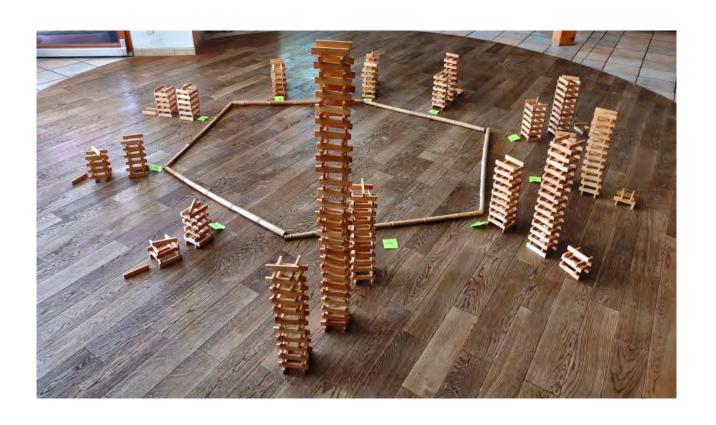
Voici comment ils sont situés, pour chaque décile :





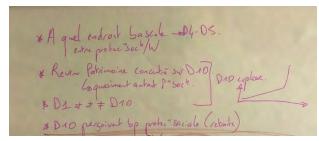
On prend le temps de le faire, pour avoir aussi des photos de bonne qualité qu'on pourra intégrer dans le conte en préparation.





Et on prend un temps pour réagir à cette première image;

Françoise s'est posé la question de la bascule entre revenus de la protection sociale et revenus du travail. On remarque que cette bascule se situe entre les déciles 4 et 5. Plus bas, les revenus de la protection sociale sont plus élevés que ceux du travail. Plus haut, c'est l'inverse.



Elle remarque aussi que le palier le plus important pour les revenus du patrimoine se situe entre les déciles 9 et 10. Dans le 10ème décile, les revenus du patrimoine sont presque aussi importants que les revenus de la protection sociale.

Denis remarque les plus riches, le décile 10, qui sont ceux qui devraient toucher le moins de prestations, sont ceux qui en reçoivent le plus. C'est lié aux retraites : ils vivent plus longtemps, et touchent une plus grosse retraite.

Si on sépare, dans les revenus de la protection sociale, ce qui est de l'ordre de la prestation sociale et ce qui est de l'ordre des retraites, on aurait

- Pour le décile 1, environ 2/3 en prestations, et 1/3 en retraites.
- Pour le décile 10, ce sont surtout des retraites, et un peu de prestations sociales (allocations familiales entre autres)

Bernard constate que la progression est lente sur les premiers déciles, avec une vraie accélération au huitième décile, et une explosion entre les déciles 9 et 10.

Le vécu de la protection sociale, selon les déciles

Puis on essaye de se situer chacun: dans quel décile est-on? Le calcul se fait à partir de nos revenus, et de la composition de notre famille. **Manu** a préparé un tableau pour nous aider à nous situer (le tableau est en annexe à ce compte -rendu. **Manu** l'a refait et amélioré par rapport au tableau qui nous a servi de base durant le carrefour)

Manu nous rapporte son expérience de ce type d'exercice. Il a remarqué que, souvent, on ne se voit pas à l'endroit où on est réellement. Les gens qui sont dans le décile 1 s'imaginent être dans le 3 ou le 4. A l'inverse, des personnes qui sont dans le 10 ne se voient jamais dans le 10. Il se voient plutôt dans le 6 ou 7. Il raconte que dans les Marches contre la pauvreté qu'il a organisé, ils faisaient cet exercice, et demandaient aux personnes de se situer, et de placer une gommette d'une couleur qui disait s'ils le vivaient bien ou mal.

Séverine et **Celina** ont toutes les deux des filles qui ont maintenant un salaire. La fille de Séverine continue à vivre avec elle, mais il y a une part de son salaire qui est pour elle (et n'est pas mis dans le pot du budget de la cellule familiale, qui est surtout supportée par Séverine). C'est un choix, mais il est vrai que cela biaise le calcul des déciles, puisque tout le salaire est compté mais n'est pas réellement du budget disponible pour la cellule familiale. La fille de Celina est partie, et cela fait une demi-part en moins dans la famille. Elle remarque que cela fait aussi une différence dans le calcul des déciles, mais elle le ressent dans la vie aussi, il y a plus de souplesse dans le budget.

Sur la base des personnes présentes, on a 4 groupes

- le décile 1
- les déciles 2 et 3
- les déciles 6 et 7
- les déciles 8 et 9

On prend un temps en "groupe de décile", avec 4 questions :

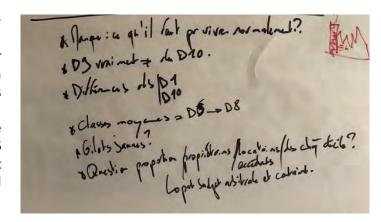
- ce qui passe par nos poches et qui fait du bien
- ce qui ne passe pas par nos poches et qui nous fait du bien (comme par exemple l'hôpital)
- ce qui nous manque pour bien vivre
- autres remarques

Pause de midi, déjeuner au soleil. On est bien à Die....

On recommence l'après midi. et on démarre avec les premières impressions suite à l'exercice du matin.

Bernard . Il faudrait situer la ligne de flottaison, ce qu'il faut pour vivre bien. Pour vivre normalement, le plancher serait où ? Quels sont les déciles où on est dans la survie, et ceux où on est très haut ?

Celina fait mention aux budgets de référence, définis par l'ONPES (Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale), qui a fait un travail approfondi sur cette question là.



Manu. Le taux de pauvreté, c'est 12 à 13 % donc décile 1 et un peu du 2.

Peggy. On voit bien l'explosion entre les déciles 9 et 10.

Bernard. Il faudrait diviser les déciles 1 et 9, car à l'intérieur, de grandes disparités.

Bernadette. On parle souvent de la classe moyenne. Quand on regarde les déciles, il apparaît que la classe moyenne se situerait dans les déciles 5- 6-7, c'est à dire 30-40 % de la population.

Françoise. Selon là où on est, on ne met pas la classe moyenne au même endroit.

Séverine se pose la question des gilets jaunes. Où se situeraient-ils dans ces déciles ?

Manu cite une étude de sociologues parue dans le journal Le Monde : la majorité d'entre eux sont entre le décile D3 et le D8. Il y a peu de très riches, et peu de très pauvres. (mais on ne peut pas totalement généraliser, car c'est une étude sur un panel, pas un travail statistique).

Peggy. On remarque que pour les déciles 3 et 4, les montants de ce qu'on perçoit et de ce qu'on reverse est équilibré.

Bernard. Ce serait intéressant de regarder, dans chaque décile, la proportion de locataires et de propriétaires. Cela joue beaucoup sur le budget "arbitrable", sur lequel on peut décider à quoi l'utiliser. En effet, à revenu égal, il ne reste pas la même chose après avoir retiré les loyers, selon le montant des loyers.

Vanessa remarque que les propriétaires doivent mettre de côté pour les travaux sur le logement.

Bernard précise. Ce qui serait intéressant serait alors de repérer, dans chaque décile, quelle est la part de budget arbitrable et la part de budget contraint. On verrait une progressivité de la liberté, de la possibilité de faire des choix.

Puis chaque "groupe de décile" restitue, autour des guatre questions

- ce qui passe par nos poches et qui fait du bien
- ce qui ne passe pas par nos poches et qui nous fait du bien (comme par exemple l'hôpital)

- ce qui nous manque pour bien vivre
- autres remarques

Groupe décile 1.

Ce qui passe par nos poches et qui fait du bien

- "c'est simple, on n'a pas grand chose"
- RSA, AAH, Invalidité

Ce qui ne passe pas par nos poches et qui nous fait du bien

- CMU et remboursements santé,
- allocations logement,
- chèques énergie, tarifs préférentiels pour les transports et certains abonnements,
- colis alimentaires

Ce qui nous manque pour bien vivre

- aide au financement pour l'électro-ménager,
- une personne pour aides à l'autonomie (aide ménagère, courses et réapprentissage de certains gestes du quotidien : par exemple tu ne peux pas passer le balai quand tu n'as pas de jambes, ou quand tu ne vois pas bien). Quand tu as des problèmes de santé, tu ne peux pas faire les mêmes gestes

Autres remarques

• l'aide des proches. Sans les amis ou la famille, on ne s'en sortirai pas. C'est important,. ce sont des dons que l'on reçoit, en mettant la fierté de coté car on en a besoin.

Groupe Déciles 3-4

Ce qui passe par nos poches et qui fait du bien

• l'allocation logement, parce que l'alloc ne va pas fluctuer, comme par exemple la prime d'activité ou l'ASF (aide au soutien familial). Le reste à payer du loyer est faible

Ce qui ne passe pas par nos poches et qui nous fait du bien

- la CMU
- le chèque énergies
- l'aide à la complémentaire santé qui permet de payer un peu moins de mutuelles
- Les dons : aide à la garde des enfants par la famille, jardins partagés, dons de vêtements, échanges solidaires

Ce qui nous manque pour bien vivre

- aide à la mobilité, aussi par rapport aux activités de bénévolat
- une aide aux transitions de vie, notamment si demain notre véhicule tombe en rade, on n'a pas la possibilité de le changer, on n'a pas d'apport personnel et c'est ce qui nous manque aussi dans le domaine du logement
- un lieu de vie qui puisse convenir en fonction de l'âge
- une part de stabilité de l'emploi car sinon cela se traduit par des difficultés par rapport au logement
- des vacances, qui manquent (et de la culture)

Autres remarques

- avoir un budget écologie, avoir un jardin
- les fluctuations liées aux déclarations trimestrielles: cela peut déclencher un trop perçu qui est difficile à prendre en compte pour rembourser, du coup le budget est toujours fluctuant. On ne peut pas prévoir, du coup on ne peut pas se projeter, investir

Manu compare à l'exercice "nos vies dans le rouge, orange, vert" (carrefour de savoirs de Loisy, en septembre 2016). On est ici dans le orange, la fluctuation des revenus rend inconfortable (quand on est dans le rouge, les besoins ne sont pas remplis. Cela ne fluctue pas car on est tout en bas)

Pour **Françoise**, si on vient des déciles du bas, on voit qu'on est dans le "orange". Sinon, on se voit dans le rouge.

Groupe déciles 6-7

Ce qui passe par nos poches et qui fait du bien

- les salaires
- Les allocations soutien familial et logement
 - Cela nous fait du bien directement, mais aussi quand elles sont versées à nos enfants (des allocations logement versées à nos enfants étudiants par exemple) : cela fait baisser nos charges vis à vis d'eux, cela leur donne de l'indépendance.
- Il y a une différence de perception entre les petites sommes et les plus grandes sommes qui transitent par nos poches. Les inquiétudes sont plutôt sur les sommes plus importantes (par exemple rembourser son prêt immobilier) que sur les plus petites (qu'on vérifie moins).

Ce qui ne passe pas par nos poches et qui nous fait du bien

- la sécurité de la protection sociale : la possibilité de quitter un travail, la possibilité pour nos enfants d'avoir accès à l'éducation, les soins de santé.
- Les cotisations sociales ne passent pas par nos poches, mais elles sont visibles sur nos feuilles de paie : cela passe un peu par nous, symboliquement, et cela nous donne l'impression de contribuer, une contribution qui est visible.
- les politiques culturelles des villes, qui nous permettent d'aller voir des spectacles à des prix pour pas très cher car l'investissement de la ville les rend accessible pour notre décile. Mais s'il n'y avait pas eu l'investissement de la ville, le même spectacle peut coûter très cher et devenir beaucoup moins accessible.

Ce qui nous manque pour bien vivre

- coûts très élevés de l'orthodontie, avec un reste à payer important.
- Les lunettes, même chose
- pas d'alloc familiales pour le 1er enfant
- pas de réduction famille nombreuse quand on n'est pas européen
- l'alimentation a un effet déterminant sur la santé, mais on ne le pense pas dans le système de protection sociale. Pourquoi pas un chèque-bio, à l'image du chèque énergie ?

Autres remarques

- Il y a des décisions à l'intérieur des cellules familiales qui créent des déséquilibres potentiels, surtout liés au genre, de la dépendance de la femme par rapport à l'homme. Comme le choix de travailler à temps partiel pour élever ses enfants. Cela se répercute sur la retraite (ne pourrait-on pas rééquilibrer les retraites à l'intérieur du couple, les répartir autrement ?).
 - On vit aussi ce déséquilibre quand il y a séparation. Le plus souvent, la femme se retrouve en situation de pauvreté après une séparation. Ou alors il n'y a pas de séparation du fait de ce risque de pauvreté.
- La prise en compte du patrimoine et du coût du logement, c'est à dire comment l'habitat est pris en compte ? Quand on est à la retraite, c'est totalement différent si on a un patrimoine, un logement en propriété, ou pas.
- comment améliorer un système sans que toute critique ne soit retournée contre l'existence du système ? Le statut ne détermine pas le fonctionnement. La critique du fonctionnement ne doit pas être retourné en une critique du système en général.

Groupe décile 8-9

Ce qui passe par nos poches et qui fait du bien

les salaires ou la retraite cela fait du bien parce qu'on n'a pas à se prendre la tête au quotidien, on peut aider les enfants, on peut donner, on peut prêter

Ce qui ne passe pas par nos poches et qui nous fait du bien

- les suivis médicalisés quand on a une maladie grave et que tout est pris en charge. Cela permet de se centrer uniquement sur la santé
- s'autoriser des parcours de soin
- · éducation quasi gratuite
- · accès aux soins
- en n'étant pas juste au dessus d'un seuil qui ne donnerait pas droit à telle ou telle allocation, on n'a pas cette révolte qui dirait que juste pour 50 euros on aurait droit à telle ou telle allocation
- vie sociale, entraide
- le fait d'avoir le droit à de bonnes indemnisations de Pôle Emploi si on perd son emploi. Un sacré système de prévoyance au cas où il nous arriverait quelque chose de sérieux, notre famille ne serait pas dans la mouise. Cela fait partie aussi de l'argent qu'on ne voit pas, au delà des charges sociales classiques, et qui est rassurant.

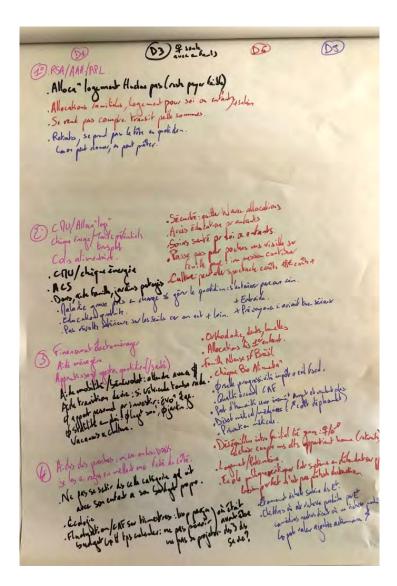
Ce qui nous manque pour bien vivre

- l'absence de réelle progressivité de l'impôt
- qu'on ne s'attaque pas à l'évasion fiscale
- le groupe s'est interrogé sur la part d'humanité de ceux qui ont beaucoup d'argent et qui continuent à vouloir plus
- les déserts médicaux et l'absence de régulation sur cela (comme il y a pour les instits). On pourrait penser à ce qu'on oblige les médecins à aller dans les déserts médicaux, d'autant plus que les études sont payées par l'état et que les revenus des médecins viennent de l'assurance maladie
- des efforts de prévention médicale à faire

Autres remarques

- étonnement sur les échelles de salaires dans certaines entreprises, qui peuvent aller de 1 à 600
- ce serait pas mal d'avoir un média suffisamment neutre qui puisse faire passer à l'opinion publique les chiffes sur où va la richesse produite et son évolution au fil du temps.

Depuis quelques années la part des salariés sur la valeur ajoutée baisse, et celle des actionnaires augmente.



On poursuit avec une discussion d'ensemble

Bernard. Dans les éléments qui sécurisent, il y a aussi le fait d'avoir du patrimoine (ce qu'on ne voit pas dans notre image de kaplas)

Séverine a trouvé l'exercice très intéressant. Si elle demande à des personnes autour d'elle de se situer dans l'échelle sociale, elle pense qu'il y aura des personnes qui se sentent dans le décile 1, mais qui sont dans le décile 2 ou 3, en particulier pour les personnes en colocation.

Pour **Denis**, c'est effectivement intéressant de regarder le budget à partir des déciles. C'est quelque chose à inclure dans nos outils d'animation.

On remarque de façon très concrète que les déciles 1-3, on est dans quelque chose qui est de l'ordre du vital. Les déciles 6-7 étaient plutôt sur des questions de sécurité.

Françoise fait remarquer que les mêmes thèmes sont traités différemment selon le décile.

Si on prend la question de la culture, le décile 3 a parlé de livres, le décile 6 a parlé de spectacles.

Pur l'alimentaire le décile 1 a parlé de colis alimentaire, le décile 3 de jardins partagés, le décile de l'alimentation bio.

Pour **Vanessa**, c'est important de le poser de cette façon là. Le fait que les déciles supérieurs le pensent ouvre la possibilité aux déciles inférieurs de se poser la question. De vouloir avoir accès à une alimentation bio, par exemple. Sinon, les déciles du bas peuvent rester sur l'idée qu'ils n'y ont même pas droit.

Denis pense qu'on peut faire cet exercice ici car on est en confiance, mais on ne pourrait peut être pas le faire dans un autre groupe.

Pour **Bernadette**, ce qui transparaît, c'est la solidarité. On a besoin de l'aide de la famille, et les déciles plus élevés ont mis en avant qu'ils étaient en capacité d'aider la famille.

Manu a entendu l'inverse. Il cite Joseph Wresinski. "Un pauvre, c'est quelqu'un qui ne peut pas donner"². Il y a une inégalité à ne pas pouvoir donner.

Peggy est d'accord. Elle mentionne la gêne des personnes qui sont tout le temps aidées, qui sont obligées de se dire qu'on doit toujours attendre de recevoir pour vivre mieux.

Pour **Bernadette**, "tout le monde peut donner quelque chose". Il faut le faire émerger, c'est ce qu'essaient de faire les Accorderies.

Celina rebondit sur la reconnaissance de la contribution. Quand on travaille, la contribution apparaît sur la feuille de paye, elle est reconnue. Mais quand elle n'est pas reconnue, la personne se sent redevable de la société. Elle cite Vanessa, qui, ce matin, parlait du fait que c'était culpabilisant de voir ce que la société dépensait pour vous.

^{2 «} Quand on pense à un pauvre, est-ce que l'on pense à cela ? A ce que le pauvre que l'on a devant soi est pauvre, non pas parce qu'il manque de quelque chose pour lui-même, non pas parce qu'il manque de pain, non pas parce qu'il ne peut pas recevoir quelqu'un à sa table, et non pas parce qu'il n'a pas un honneur qui ne lui soit pas reconnu, mais parce qu'il ne peut pas donner, parce qu'il n'a rien à donner, parce qu'il n'a pas le pain pour donner, la table à laquelle il pourra recevoir quelqu'un...

Il est bien plus agréable et bien meilleur de donner que de recevoir. Recevoir, à la longue, devient une honte. Donner est toujours une promotion, parce que le don est un partage d'amour et d'honneur » Introduction du père Joseph Wresinski lors d'une formation, le 27 décembre 1966, à Noisy-le-Grand, des membres des Clubs Science et Service (Cote d'archives FJW 1h1-6-1966). Ce texte a été publié dans la Revue du MAUSS, 2016/1, n°47, p.492 https://www.joseph-wresinski.org/fr/le-partage/

Pendant la pause de midi, on a aussi complété la roue des kaplas On a mis, pour chaque décile, ce que chacun contribue, en cotisations / CSG en impôts + taxes.

On a ainsi, pour chaque décile, l'ensemble des revenus, dont la part au centre correspond à ce qu'on ne peut utiliser car on le donne en impôts, ou en cotisations sur la feuille de paye, mais on ne le reçoit pas en direct.



La dette humaine et la dette écologique

Manu introduit : On avait dans l'idée de travailler sur la question de la dette humaine et de la dette écologique. Ne pas regarder le budget uniquement sous le prisme de l'argent, de la dette économique. On a un peu parlé de la dette humaine dans l'exercice précédent, quand on s'est interrogés sur "ce qui nous manque", sur le fait d'avoir ou pas le sentiment de contribuer., sur la culpabilité....

On n'a pas encore parlé de la dette écologique. Manu propose de prendre un temps pour faire un tour dans la nature, et prendre quelque chose qui nous parle de cela.

Cela nous permettra d'amorcer la réflexion sur cette dimension. Comment prendre en compte, dans notre raisonnement sur le panier, la question de la soutenabilité et la dimension écologique ?

Vanessa pense que lorsque l'on est dans le premier décile, on a plus de dette écologique. Celina cite Vivian qui dit toujours le contraire : ceux qui sont dans le premier décile ont une vie plus écolo, dans le mode de vie (ne pas prendre l'avion, ne pas trop dépenser,...).

On va faire un tour....

Vanessa a pris un caillou. On croit que ça a toujours été un caillou, mais en fait c'est un bout de montagne qui s'est usé....tout finit par s'user... Au final, cela devient du sel et cela aide à ne pas avoir de goitre. Quoi qu'on fasse, on va avoir un impact sur la nature. L'idée c'est donc d'en avoir le moins possible.

Sylvette a ramassé une pomme de pin. On dit que c'est l'arbre de vie. Ça sert de nourriture aux oiseaux, aux insectes, et ça a servi de nourriture aux humains, il y a longtemps. Et cela va nous survivre, aux humains.

Françoise a pris deux pommes de pain. Celle qui nous nourrit. Et puis une deuxième pomme de pin toute écrasée, les voitures sont passées dessus, on ne peut plus se nourrir avec... En même temps, elle était sur un chemin en terre, elle va pouvoir se reproduire. Ça aurait été pire si cela avait été sur une route goudronnée.

Séverine a aussi pris des pommes de pin, différentes. Cela symbolise les bénévoles qui contribuent à la protection sociale.

Denis a pris un trèfle à quatre feuilles. Car on est tous dans l'inconscience face à la question écologique, ou on espère avoir de la chance. Mais.... en fait, le trèfle que Denis a pris n'a que trois feuilles. Il faut peut être qu'on arrête de croire à la chance, qu'on regarde la réalité en face et qu'on trouve des solutions.

Bernadette est partie sur le mot glyphosate. Elle a trouvé une carotte sauvage, malgré le glyphosate. On trouve quand même de la nature sauvage, notamment beaucoup de coquelicots, car dans les espaces publics on laisse de plus en place à la nature et cela permet aux coquelicots de fleurir. Le glyphosate est encore un truc qui dérègle notre santé.

Manu a pris une branche sèche. La nature c'est aussi mort. Ne pas penser la nature seulement avec le vivant. Les mousses qui sont sur la branche sèche, on ne sait pas si c'est du mort ou du vivant. Il place sa branche près du dixième le plus riche car il y a des bouts de responsabilité. On s'est posés la question de comment mobiliser ce 10eme le plus riche. Manu pense que l'écologie peut les mobiliser.

Pascale pense que ce n'est qu'une partie de ce 10eme décile, celle qu'on connaît, qui est alertée par la question écologique. Manu parle d'une de ses connaissances, qui prend l'avion toutes les semaines pour son travail, et qui lui a dit, pour la première fois, qu'il culpabilisait. Petit à petit l'écologie commence à traverser ce milieu. Il y a un an, ils n'en discutaient pas, maintenant, cela devient un problème. C'est un argument de mobilisation, même si cela reste marginal.

Peggy se pose la question de comment toucher les publics qui ne sentent pas concernés. Ils ont d'autres préoccupations, celle de la gestion de leur revenu et de leur budget dans un système de consommation qui leur offre tout. Ils ne veulent pas entrer dans cette réflexion. Pour eux, la question écologique apparaît comme encore quelque chose "pour nous taxer".

Manu pense que le fait d'afficher le prix carbone des produits (combien coûte en carbone la production d'un hamburger, d'une pelle, d'une brosse à dents....) est une piste. Si on le rend visible, cela amène les gens à réfléchir, et pousse les industriels à diminuer ce prix. Une appli "yuka carbone"

Vanessa fait remarquer qu'alors il faut avoir un iphone pour savoir le prix carbone.....

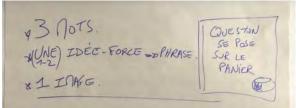
Celina a pris une fleur : c'est beau, c'est gratuit; Elle pose la question de la gratuité, de ce qu'on ne prend pas en compte, de ce qu'on en compte pas, car c'est gratuit. La nature ne nous fait rien payer pour l'utiliser.

Bilan de la journée

Manu donne la consigne : Il y a beaucoup d'idées qui ont émergé pendant ces deux jours. Il faut qu'on récolte cette matière pour le conte 3 sur le panier de la protection sociale.

Il propose qu'on se mette par groupe de deux et qu'on réfléchisse à

- Les mots qu'on aimerait absolument voir dans le conte
- Une idée force, ou une phrase avec une idée force. On peut rédiger une phrase qu'on aimerait retrouver
- Une image qui nous reste de la journée, une métaphore qu'on a envie de garder
- Et puis les questions sur le panier aux quelles on aimerait répondre demain.



"Que les plus courageux, intrépides, pragmatiques commencent...."

Vanessa, Sylvette et Denis

• Trois mots:

complexité, invisibilité (les flux invisibles, ce qu'on ne voit pas, c'est le plus gros de l'argent), solidarité

une idée-force :

il serait intéressant de raconter les budgets <u>et</u> par les gros chiffres <u>et</u> par les situations de vie il faut faire attention à ce que les explications ne contribuent pas à diviser plus encore

Une image

un gros fleuve, et avec des personnages au dessus qui distribuent l'eau. La distribution n'est pas équilibrée, beaucoup d'eau sur certaines régions, moins dans d'autres. Qui ouvre les robinets pour distribuer l'eau ? On pourrait avec une carte avec les domaines de la protection sociale, des sources et des digues. Sur un nuage des personnes qui vont puiser l'eau dans les sources et les redistribuer.

 Une question combien de personnes faudrait -il réunir pour obtenir une connaissance pleine de notre système de protection sociale.

Bernadette et Séverine

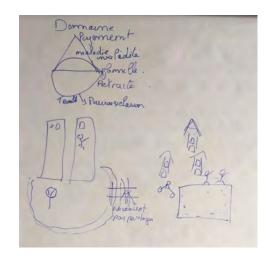
- Deux images
 - le Khalavie, et les domaines de la protection sociale placés sur les lignes de vie.
 - un image inspirée des kaplas : les tours du quartier de la défense : ils sont enfermés, avec un très beau jardin devant eux, mais il y a des clôtures, et tout le monde ne peut pas rentrer. Ils on un système de surveillance parce qu'ils ne veulent pas partager. Dans le reste de la ville, il y a des chaumières, en solidarité, avec des jardins partagés, plein de gens.
- trois mots : vie, injustice, solidarité
- Une idée force : partir de nos vies et de nos difficultés pour comprendre et agir sur le panier.
- Une question : comment éclairer le fouillis par rapport aux institutions (décideurs, payeurs)



trois mots:

fluctuation (ceux qui vivent dans le décile trois et aussi tout au long de la vie de chacun, et puis la fluctuation sur le montant des prélèvements à chaque moment de sa vie) circulation (de l'argent d'où il vient, par où il passe pour être distribué où) et le mouvement coûts

- Deux image
 - celle de la circulation de l'argent
 - sur nos manques. On voit nos manques comme si on était dans un escalier qui monte par palier, en tournant. Quand on est sur une marche on voit ce qui nous manque pour aller à la marche suivante, et c'est seulement quand on arrive sur cette nouvelle marche qu'on voit ce qui manque pour aller sur la marche suivante



• Une idée force, sur la méthode

Échanger avec des personnes qui vivent des situations différentes des nôtres nous permet de comprendre. Rendre visible les différences de revenu et de contribution des différentes déciles, pour comprendre les autres déciles que le notre, porter un regard différent, et donner envie de changer.

Bernard

- trois mots:
- transparence (trop de boites noires dans le système qu'on ne voit pas ou ne comprend pas. Cela ne contribue pas à donner envie de faire monter le système en qualité)

Qualité

Défi, ambition. Quand on voit à quel point il y a des tours hautes et des tours basses, on se dit qu'il faut une nouvelle ambition, bricoler le système ne suffit plus. on ne mobilisera pas sur le bricolage, mais sur une ambition, le défi qu'il n'y ait plus personne sous le seuil de pauvreté aujourd'hui. Et il y a des pistes possibles pour y arriver si on cherche l'argent là où il est.

Peggy et Pascale

idées force :

Clairvoyance sur l'argent qui circule. C'est nécessaire pour avoir une clairvoyance sur là où ça va, et là où ça ne va pas. Dans le but de pouvoir faire changer les choses

Sur la méthode : Envoyer le conte à la bulle de Matthieu + assemblée nationale + PMU + nos copains. Permettre une prise de conscience de tous.

3 mots

sécurité (absence de sécurité dans certaines situations)

connaissance (du système)

barrières par rapport à la réflexion, barrières de l'argent, barrières psycho, barrières dans les institutions, barrière du numérique

- question : comment penser les transitions de vie
- image : les vies dans le vert jaune orange rouge (avec des dégradés de couleur: pas trois couleurs franches)

Manu

3 mots:

poche (ce qui passe dans nos poches, ce qui ne passe pas par nos poches), brouillard,

et culpabilité de recevoir quand on est en bas de l'échelle, alors qu'il n'y a pas de culpabilité de recevoir les retraites ou allocations familiales quand on est en haut de l'échelle. On a un panier qui crée un sentiment de culpabilité, avec le fait de se sentir responsable d'un contre-don.

idées force

"notre argent" = à partir du moment où ça arrive dans nos poches, dans notre paye, on dit que c'est "notre argent. Comment on le bosse en amont pour que ce soit moins inégal avant que cela arrive dans les poches ?

Quel est le cercle dans lequel on accepte de partager ? (France : Europe ou territoires locaux ? L'échelle de la France n'est peut être pas suffisante, mais c'est l'échelle la plus simple et celle où on a aussi le pouvoir)

• question : ça demanderait combien pour qu'il n'y ait personne en situation de pauvreté en France ? Si on sortait ce chiffre, on aurait un vrai argument.

Celina

- le poids des domaines : ne pas s'arrêter sur le seul montant alloué à chaque domaine mais faire le lien avec le temps de vie qu'ils couvrent (par exemple la retraite couvre un temps long), le nombre de personnes concernées, la gravité des situations (santé), ou l'impératif de survie.
- les contributions visibles et les contributions invisibles. Si on n'accepte par l'interdépendance, il y en aura toujours qui se sentiront redevables.
- L'évolution de ce qui est couvert par chaque domaine. Cela peut changer, en fonction des problèmes et enjeux de société. Par exemple avec la dépendance qui est arrivé sur la ligne de la

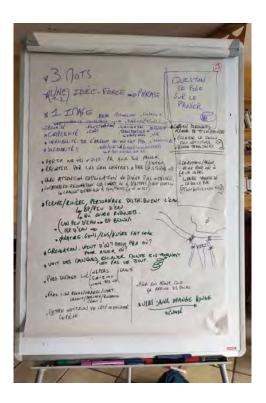
santé. Ou avec l'interrogation sur l'alimentation qui a une répercussion sur notre santé. Que choisiton de couvrir solidairement, par la protection collective, pour chaque domaine ?

- Faire apparaître ce qu'on ne voit pas, y compris la fraude et évasion fiscale.
- Sur la question des institutions.
- La puissance d'agir, en lien avec les déciles : Si on reprend l'idée de "nos vies dans le rouge, l'orange et le vert" : dans le rouge, on est dans l'urgence, dans l'orange, on est à la recherche permanente d'un équilibre. Ce n'est que dans le vert qu'on est dans la puissance.

Bernard pense que ce serait intéressait d'avoir quelqu'un qui vienne nous parler du système de protection sociale de son pays, un pays où les gens sont fiers de leur système et prêts à y contribuer. Les pays nordiques ? le Bhoutan ? Cela peut nous donner des arguments pour réenchanter la démarche.

On pourrait voir avec Peter, de Caritas Europa, pour les Pays scandinaves

Jean Claude Barbier, du groupe Communs et protection sociale, est également intéressant là dessus (il est venu donner un aperçu des systèmes en Europe lors du séminaire sur le Revenu Universel d'activité organisé la le Collectif en Février 20119, il nuance aussi les systèmes nordiques. Il dit par exemple que le système danois donne beaucoup de droits, mais il est aussi xénophobe, il a d'autres travers).



Sur ce, on lève la séance de travail.

Après le dîner, certains se retrouvent pour faire le point sur ce qu'on a fait, ce qui manque, et ajuster le programme du lendemain.

25 mai 2019 : Explorations complémentaires et retours

Prolonger certains points de l'exploration des deux derniers jour Définir les suites à mettre en œuvre

On démarre la journée avec les idées de la nuit. On décide de clôturer le carrefour en fin de matinée. Cela permettra de prendre le temps du repas et que chacun parte à temps pour ne pas rater son train, ou pour faire la route sans arriver trop tard chez soi.

Idées de la nuit

Vanessa n'a pas eu le temps de penser, elle s'est endormie très rapidement.

Denis a aimé l'attention, dans la journée d'hier, au fait qu'on n'avait pas d'énergie pour travailler en tant que tel, alors on s'est donné du temps. On se l'est autorisé, c'est la douceur de cet espace qui le permet. Dans ces moments, Denis pense souvent à la manière dont on peut continuer le travail dans les Centres Sociaux. Comment amener les gens à réfléchir aux questions qu'on se pose ? On a des outils pour que les gens travaillent sur la question du budget, à partir de ce qu'on a fait..... Mais Denis ne sait pas si cela peut fonctionner pour une animation de une heure ou deux, et que cela donne des clés de lecture. Il a aussi envie de jouer sur ces questions avec son entourage. Comment ?

Ce matin, **Séverine** a discuté avec Celina sur le Khalavie et les domaines de la protection sociale, le petit dessin qu'elle a fait hier lors du bilan de la journée. Il faut toujours jouer avec le Khalavie, pour expliquer aux gens. Cela marche super bien. Il faut trouver une solution pour y rajouter le budget et cela fera un support pour expliquer

Françoise réagit à l'information sur la démission de Theresa May, en Grande Bretagne. Hier, on parlait du système français, et on se posait la question de l'échelle européenne. Comment cela va se passer avec la situation de la Grande Bretagne ? Est-ce qu'il y a des choses qui s'ouvrent ou pas ?

Bernard renchérit. L''excuse de ne pas travailler sur une Europe sociale, c'était le frein britannique ! Maintenant, ils vont devoir trouver une autre excuse ou s'y mettre !

Bernadette porte un mot avec elle en ce moment : l'empathie, la bienveillance. Sans bienveillance on ne peut pas faire grand choses, surtout dans le domaine de la protection sociale. Il faut penser l'humain, et pas argent, même si l'argent fait fonctionner le système.

Bernadette pense qu'il faut s'arrêter de courir, comme on a fait hier, se poser, et laisser germer les idées. Elle a à cœur de continuer la réflexion avec des groupes dans les associations

Bernard a bien dormi!

Peggy revient sur l'idée de prendre le temps. Hier, à un moment donné, il y a eu une fatigue sur le collectif, et le fait de travailler en petit groupe, c'était une façon de se poser et de prendre le temps. Lors de la restitution en collectif, il y a beaucoup d'idées qui sont ressorties. Il faut savoir alterner les formes de travail, pour mieux réfléchir.

Françoise se pose aussi la question sur comment revenir dans les associations et travailler avec d'autres. Comment rendre lisible et transmissible ce qu'on fait ? Quand on reçoit beaucoup on peut se sentir coupable de ne pas donner : comment nous aussi, au niveau des Accorderies, on peut aider le collectif ?

Celina a trouvé que le moment passé sur le programme, hier soir était très chouette. On se posait beaucoup de questions sur comment avancer. Les choses se sont construites dans la discussions, l'échange collectif.

Bernard pense à la question de la contribution, un des nœuds sur lesquels on peine. Après chaque séquence de travail, il faudrait qu'on prenne un temps pour regarder ce qu'on a fait sous le prisme de la contribution, de l'idée que "chacun contribue selon ses moyens, et chacun reçoit selon ses besoins". Et qu'on regarde si ce qu'on est en train de produire respecte cette idée fondamentale ou pas. de la contribution. Se donner un un filtre, une règle d'or. On est souvent sur une ligne de crête, où on peut basculer sur le très bon mais aussi sur le très mauvais, comme les injonctions au bénévolat obligatoire pour recevoir telle ou telle prestation. Cela se joue à pas grand chose. Mais bénévolat et obligation ne peuvent aller ensemble. Que chacun contribue selon ses moyens, cela sous-tend qu'éventuellement certains ne contribuent pas.

Bernard fait un lapsus entre "moyens" et "besoins". Vanessa remarque que ce lapsus est intéressant. Contribuer, c'est aussi un besoin.

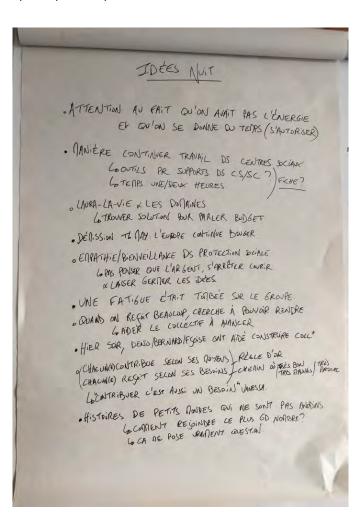
Manu a plein de choses en tête. Il y a l'idée de Denis, de se dire qu'à l'issue de ce carrefour, on a peut être un bout de méthode pour transposer ce qu'on a fait localement. Manu fait le lien avec les municipales l'année prochaine, et les budgets des mairies : travailler un outil sur comment est construit le budget d'une mairie pour en discuter ?

Manu rapporte aussi un autre sentiment. Hier soir, il était fatigué, il est allé se reposer, et quand il est descendu, le repas n'avait pas été lancé. Il s'y est mis, et tout le monde s'y est mis et cela a été super vite. Il se pose la question de ce qui fait que cela se lance ou pas. Quelles sont les conditions pour que cela se lance ? Les responsabilités n'étaient peut être pas assez claires ? C'était peut être mon besoin ? Manu fait le lien avec la question de la contribution : pour contribuer, il faut une machine qui s'enclenche, et que chacun se sente autorisé pour le faire, il faut les ingrédients, Il y a plein de conditions, et quand il en manque une, cela ne s'enclenche pas.

Pour **Bernadette**, on n'a pas tous à l'esprit la même chose, la même urgence, et chacun réagit en fonction de lui même. Ensuite il y a le groupe. Comment faire pour que cela prenne.

Pour **Manu**, il y a quelque chose de l'ordre de l'anticipation. La protection sociale, cela met très longtemps à se mettre en place. Si on veut que cela marche dans 5 ans, il faut s'y mettre maintenant. C'est comme le repas, il faut une heure et demi pour le faire, il faut que certains s'y mettent à temps.

Pascale pense au "petit monde" dont nous a parlé Matthieu. Il y a aussi les petits mondes dans lesquels on évolue. Quand on est ensemble, on peut y croire, qu'on va réussir à faire changer les choses. Mais comment faire en sorte de rejoindre le plus grand nombre, qui n'est ni dans notre démarche, ni dans le petit monde des cabinets. Comment les rejoindre pour qu'ils se motivent aussi ? Il y a plein de petits mondes, et on n'arrive pas forcément à toucher les autres petits mondes, à les intéresser à certaines questions.



Le fonctionnement des dispositifs. Les rôles joués par chaque acteur, ou institution, pour que cela marche.

Puis **Manu** présente le programme de la matinée, imaginé par le petit groupe qui s'est réuni hier soir.

L'idée est de reprendre l'image du camion, qu'on a utilisé pour parler des institutions, le premier jour du carrefour. Par exemple, quels sont les différents personnages qui entrent en jeu pour que le camion du RSA arrive jusqu'à une personne et délivre le RSA ?

- qui affrète le camion ?
- qui décide ce qu'il y a dedans?
- qui remplit le camion ?
- qui décide où il va?
- qui le conduit?

Il y a un certain nombre d'institutions (l'État, le Département, la CAF,...) qui ont des rôles différents. L'idée est de regarder qui fait quoi, car c'est un peu la manière dont le panier fonctionne.

On est moins dans la transaction administrative (qui serait la manière dont cela se passe au guichet du camion), mais dans les décisions en amont.

L'idée est de reprendre cette métaphore sur plusieurs situations : le RSA, les retraites, la maladie.... Identifier les rôles des différents personnages, (ceux qui décident des montants, ceux qui réalisent les dispositifs, etc...) les décrire le plus précisément possible, à partir de ce qu'on en sait, à partir de nos vies et de nos connaissances des dispositifs.

Si on a le temps, on montera d'un niveau pour décrire la manière dont ça fonctionne dans le petit monde au niveau national (qui décide des lois, qui vont ensuite avoir des répercussions sur les camions, etc...)

Si on y arrive, on aura une image supplémentaire sur le fonctionnement du panier. Cela permettra de ne pas se perdre en parlant des institutions en tant que telles, mais de poser les rôles qu'elles jouent dans les dispositif.

On fait quatre groupe, sur 4 situations : RSA, retraite, maladie et APL. On a des Playmobil, des kaplas pour représenter le camion et les différents rôles.

Le RSA *Pascale, Séverine et Bernard*



Le RSA vient de l'État, et il passe ensuite au Département, puis à la CAF et la MSA.





On a rendez vous avec la conseillère, tous les deux mois (avant c'était tous les ans)

tous les trois mois on doit faire la déclaration trimestrielle, sur ordinateur pour la CAF, par courrier si on est à la MSA.

Il faut aller vérifier son compte le 27 ou 28 du mois pour voir si on a reçu le virement et puis le 1er ou le 2 du mois suivant, on peut faire sa déclaration trimestrielle

Il y a une fenêtre très courte pour déclarer. Si on ne le fait pas à temps, on est annulés.

quand on a le RSA, on n'a pas le droit aux vacances, on n'a pas de cerises.

les jeunes de moins de 25 ans n'ont pas le droit au RSA. Ils n'ont que des queues de cerise.



Quand on a rendez vous avec la conseillère, il y a deux possibilités

-- soit on a un accompagnement doux (RSA orientation sociale). La conseillère peut accompagner sans donner de contrainte. Mais des fois ce n'est pas le cas, comme dans le Bas-Rhin. Et le contrat d'engagement réciproque est quelques fois un jugement sur la personne au RSA.





-- soit tu veux aller travailler : tu prends l'autobus, tu veux aller vite. Dans ce cas, tu as des réunions, ou des formations, et des questions qui se posent : est ce que la formation est obligatoire ?

et si on n'a pas envie de la faire car elle n'intéresse pas ?



Si on reprend le fonctionnement du système et le rôle de chacun pour faire fonctionner le dispositif.



- c'est la CAF qui verse (c'est là que se retrouvent les euros à distribuer aux allocataires)
- --- le Département qui dit oui ou non. Dans le Département, il y a la carotte et le bâton : il y a une marge de décision dans le Département
- -- et l'État qui finance et verse l'argent au Département.



Il y a aussi d'autres institutions qui peuvent intervenir dans le Contrat Engagement Réciproque, pour faire l'accompagnement (par exemple un CCAS, associations). L'accompagnement est en direct par le

Département, soit par un autre acteur. Et cela complexifie encore le système.



En principe, c'est l'État qui finance le RSA, en tout cas sur la partie "RSA socle". Mais les Départements disent que le RSA leur coûte cher. Le financement de l'État est partiel. Le Département ne prend pas seulement la prise en charge de l'accompagnement, mais aussi le différentiel entre le versement par l'État et les montants totaux à reverser aux bénéficiaires. Parce que l'État a transféré une enveloppe à un moment, par exemple quand il y avait 22.000 allocataires dans le Département, et puis 3 ans après il y en a 28.000, et c'est toujours la même enveloppe.

Il y a aussi une part du financement du RSA qui va au financement des acteurs publics et associatifs qui jouent un rôle dans l'accompagnement (mais c'est très peu par rapport au montant total).

Il y a aussi, au niveau du Département, le schéma national d''insertion, sur lequel on va aussi trouver du financement pour l'accompagnement, pour des actions collectives par exemple, ou pour financer la représentation des usagers dans le système.

Françoise rajoute que quand on a le RSA, il y a aussi quelque chose laborieux et de complexe pour le garder. Ce n'est jamais acquis une fois pour toutes.

Les erreurs dans les dossiers sont faciles à faire. Mais il y a aussi de la complexité en amont. Qu'est ce qui fait qu'à un moment, si tu ne fais pas attention, tu ne vois pas dans quelle case tu es mis, et tu peux te retrouver sans rien. Tu peux aussi te retrouver orienté vers l'emploi, parce c'est ce qui arrange le conseil Départemental et c'est la consigne donnée au référent généraliste, et tu te retrouves obligé de démontrer que tu est en recherche active, que tu te formes,..... mais on a juste oublié que tu as trois gamins et tu ne peux pas les laisser

Cette complexité explique la difficulté à comprendre le système, alors que cela représente seulement 11 milliards. C'est une usine à gaz pour peu (si on compare par exemple aux montants des retraites....)

Les retraites *Denis Vanessa Peggy*



Il y a plusieurs régimes de retraite. Mais 90 % des personnes sont au régime général, et 10 % correspondent à 41 régimes spéciaux différents. On s'est donc attaché au cas général.



Il y a deux circuits de cotisation et de versement des retraites, qui sont parallèles Les travailleurs cotisent et mettent la plus grosse part de ces cotisations dans le gros puits de la sécurité sociale, et une petite part dans le petit tonneau des caisses de retraite complémentaire



La diligence s'appelle la CARSAT (Caisse Assurance Retraite et Santé au Travail) (CNAV - Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse - au niveau national)

C'est la CARSAT qui gère le calcul du montant de la retraite, l'ouverture des droits et le versement des pensions de retraites

Il y a la même chose, en parallèle avec les caisses de retraite complémentaires AGIRC - ARRCO

Le montant des cotisations dépend des années de travail et des salaires. Il est versé tous les mois à la personne retraitée.

Qu'est ce qu'il y a derrière ce dispositif?

Le ministère des affaires sociale, et le ministère des finances qui codécident sur la retraite. Le président de la république y prend aussi sa part.

Le ministère de référence est le ministère des affaires sociales, mais le ministère des finances (Bercy) a une forte influence. L'enjeu des retraites est si important que le président chapeaute tout cela.



Donc, au niveau des circuits et des organismes, ce n'est pas si compliqué. Ce qui est compliqué, c'est quand la personne doit faire sa demande, avec justificatifs

A partir de nos 50 ans, chacun reçoit régulièrement son décompte de retraite, et c'est à la personne de vérifier si il y a bien tout son parcours professionnel. C'est la personne qui est responsable de confirmer son dossier.

La demande doit se faire à la CARSAT.

Bernard et Bernadette complètent. Il y a un dossier à faire, il faut avoir tous ses justificatifs. Les délais de traitement par la CARSAT mettent les gens en situation compliquée. Même quand le dossier est "liquidé", les gens attendent parfois fois plus de trois mois, ou même 6 mois, pour commencer à recevoir la retraite. Si on a de l'épargne, ce n'est pas trop grave, mais si on n'en a pas... ce sont les restos du cœur.

Avant, le régime général versait tous les mois, et les complémentaires versaient par trimestre. Cela amenait de la difficulté de gestion pour les personnes.. Maintenant, tout est versé mensuellement







Quand on est malade, on va soit à l'hôpital, soit voir le médecin et la pharmacie

L'instrument c'est la carte vitale.

Pour avoir la carte vitale, il faut aller à la CPAM (Caisse Primaire

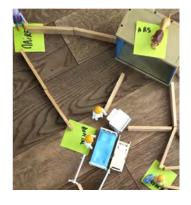
d'Assurance Maladie).

La CPAM peut rembourser la pharmacie et les médecins directement; Elle rembourse également les hôpitaux, pour lesquels le patient n'a pas à débourser.



A l'autre bout, il y a la manière dont les mutuelles remboursent la partie non remboursée par la CPAM (sachant que là aussi, la mutuelle peut rembourser directement les médecins, la pharmacie et l'hôpital)





Pour ce qui concerne les hôpitaux, les maires ont un petit pouvoir (ils sont présidents du conseil de surveillance des hôpitaux, même s'ils n'ont pas de pouvoir sur le fonctionnement).

Le budget des hôpitaux est négocié par les ARS. Le budget vient à la fois du ministère de la santé et de la CPAM.

D'où vient l'argent des CPAM ? un peu des cotisations employeurs, plus des cotisations salariées, et de la CSG. Le principe d'une cotisation comme la CSG (qui n'est pas seulement une cotisation sur les salaires) est de dire que tout le monde utilise l'hôpital, pas seulement les travailleurs, donc on passe des cotisations maladie à la CSG qui touche tout le monde

Vanessa remarque que les gens râlent du fait de l'augmentation de la CSG, mais c'est ce qui finance les hôpitaux. Manu précise : la CSG a augmenté, mais les cotisations employeurs ont baissé. Par ailleurs, aujourd'hui les cotisations sont plafonnées selon le salaire (elles ne concernent pas les salaires au dessus de trois "plafonds de la sécurité sociale"). On pourrait aussi déplafonner les hauts salaires pour trouver de l'argent et résoudre les problèmes.

Le montant du budget de chaque année est cadré par l'ONDAM : Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie. L'ONDAM limite l'augmentation du budget d'environ 2% par an.

Bernard rajoute, entre l'ARS et le secteur du soin, le contrôle qui se met en place sur la prescription; Les médecins ont la liberté de prescrire, mais si ils mettent trop d'arrêt maladie, ou si ils demandent trop d'analyses, ou.... ils sont de plus en plus contrôlés et cela fait partie de la stratégie pour contenir le budget. L'ARS a aussi un rôle d'anticipation et de prospective, d'imaginer les besoins pour la population dans 5 ans, pour décider par exemple où mettre le scanner ou l'IRM. C'est dans ce rôle que le lien entre les représentants des collectivités et l'ARS est important..

Dans le petit coin, c'est la zone de nature qui n'est pas remboursé par la protection sociale. La prévention, l'alimentation qui joue sur la santé, mais aussi les médecines douces...



Quand on regarde du coté de la personne, c'est compliqué de comprendre toutes ces relations. **Vanessa** remarque que ce sont des toiles.

Pour Bernard, l'une des difficultés du système de santé en France est le mélange public/privé. Et l'utilisation

par le privé d'une bonne partie de l'équipement public. C'est un gros enjeu. Il y a une quasi équivalence entre la médecine de ville (totalement privée) et l'hôpital. Tous les deux pèsent environ 80 milliards. Sachant que dans les hôpitaux, 80 % sont du public, mais il y a aussi les cliniques privées.

Les allocations logement

Bernadette, Françoise, Celina





Il y a d'un coté les gens et leurs besoins.

Les allocations viennent du FNAL.

Celui ci est rempli surtout par l'État (13

milliards) et par les cotisations employeurs, dans une moindre mesure (le petit

arrosoir, 3 milliards).



Qui décide du montant ? Le ministère du logement mais la pression de Bercy qui a les pépètes.

Ça passe par l'assemblée nationale au moment de la loi de finances (qui donnent ensuite lieu à des décrets d'application). C'est aussi à ce moment là qu'on décide des barèmes.



Ensuite, l'allocation passe par la CAF. C'est soit le propriétaire qui reçoit, soit le locataire (au choix).

Mais l'allocation n'est pas automatique. Ce sont les personnes qui doivent faire la demande, avec un dossier par ordinateur. Ils doivent solliciter avec la cloche.

Les personnes qui n'ont pas le droit car ils ne rentrent pas dans les cases. Ceux qui dorment sous les branches mortes.

On a pas fait la question des HLM.



Le fonctionnement du système au niveau national.

On prend un temps pour comprendre la manière dont cela se passe au niveau national. Manu explique

Il y a deux processus un peu différents, la partie État (Loi des finances) et la partie Sécurité sociale (Loi de financement de la Sécurité Sociale).

Pour la partie État (LOF),

En février-mars de chaque année, chaque ministre propose un budget et en fait la demande au ministère du budget

En avril-mai, il y a des discussions bilatérales entre le ministère des finances, le premier ministre et chaque ministère

En juin, c'est décidé, il y a des lettres de cadrage aux ministères avec les arbitrages faits par le premier ministre

Fin juin le parlement commence à être informé

En juillet les ministères affectent précisément les crédits

En septembre les directions rédigent les projets de loi adoptés en conseil des ministres et les envoient au parlement fin septembre. C'est le projet de loi de finances (PLF)

Le parlement a ensuite 70 jours pour l'adopter

Puis le Conseil Constitutionnel vérifie que les dispositions sont conformes à la Constitution : la loi doit respecter un certain nombre de principes comme l'égalité devant l'impôt, le caractère non confiscatoire des impôts, la non rétroactivité (on ne peut pas revenir en arrière)...

La loi est promulguée avant fin décembre par le gouvernement,

Et en février cela recommence

En parallèle, le gouvernement communique avec Bruxelles sur le respect des engagements de la France vis à vis des traités. Il y a tout le long de l'année des allers-retours France Bruxelles

Pour le budget de la sécu (le PLFSS), c'est presque la même chose, mais c'est la direction de la sécurité sociale qui centralise les propositions des ministères (cette direction est au sein de Bercy)

C'est à peu près le même calendrier

Sauf que ce ne sont pas les mêmes directions qui sont à la manœuvre et , au parlement, ce ne sont pas les mêmes commissions (pour le PLFSS, c'est la commission des affaires sociales qui analyse la loi, et la commission des finances donne son avis. Pour la loi de financement générale (PLF) c'est le contraire lci les parlementaires ont 50 jours pour l'adopter

La cour des comptes donne un avis sur les deux lois. Elle fait des recommandations, puis vérifie la manière dont cela a été appliqué.

Ce décryptage du cheminement de la loi nous donne le cercle du "petit monde", qui est un peu plus large que celui que Matthieu a représenté. Il y a le rôle des cabinets, des conseillers des ministres, mais il y a aussi toutes les directions qui vont faire des recommandations, etc...

Françoise remarque que dans le ministère des finances, ce sont deux directions différentes qui interviennent (la direction des finances et la direction de la sécurité sociale). Elle se demande qui a la vision globale

Manu répond que cette vision globale est portée par le ministre et son cabinet. Selon les périodes, il y a deux ministres : celui des finances et celui des comptes publics. C'est ce cas aujourd'hui. I y aussi des Secrétaires d'État, et plusieurs directeurs. C'est le directeur du budget qui est le plus déterminant. C'est la fonction la plus puissante dans les administrations de l'État.

Denis se pose la question du rôle des parlementaires.

Manu répond. Leur rôle est de voter le budget. Ils peuvent proposer des amendements. Le gouvernement peut empêcher des dépôts d'amendements qui engendreraient des dépenses supplémentaires sans que les recettes nécessaires soient également prévues et acceptées.³

En juin, on vote les budgets rectificatifs. s'il y a crise, ils peuvent corriger, en coupant dans le budget, ou en augmentant certaines Lignes

De fait les parlementaires se retrouvent avec un PLF ou PLFSS concocté par les équipes des ministères. Ils doivent se prononcer super vite, et n'ont pas d'équipe suffisante pour l'analyser. Cette année, pour la première fois, ils ont demandé une étude d'impact par des chercheurs extérieurs; Aux États-Unis, les parlementaires ont leurs propres équipes pour vérifier les chiffres du gouvernement. Dans le cas contraire, on est dépendant de la connaissance produite par le gouvernement

Denis réagit en se disant qu'il serait intéressant d'inviter à notre carrefour un ou deux parlementaires, pour qu'il nous explique comment ils font pour comprendre la loi, pour le contrôle de celle-ci, etc...

Pour **Manu**, il est difficile d'avoir des parlementaires en poste, mais on peut inviter des anciens parlementaires.

Bilan du carrefour.

Avant de faire un bilan, Manu propose un accéléré des différentes étapes qu'on a traversé

L'objectif du carrefour est d'avancer sur un Conte 3 sur le panier de la protection sociale

Jeudi, on a commencé avec les Playmobil et on a fini aujourd'hui avec des Playmobil.

Au début, on a essayé de représenter les situations telle qu'on les vivait à partir de nos expériences, en regardant comment cela fonctionne ou ne fonctionne pas, en essayent de dessiner une image du panier dans son ensemble.

Matthieu nous a présenté son expérience du petit monde des cabinets ministériels

Hier matin, après les idées de la nuit, on a travaillé sur le panier et les inégalités, avec les déciles de la population, ce que chaque décile percevait et mettait dans le panier commun.

Puis on a regardé là où chacun d'entre nous se situait, et on essayé de nommer ce qui passait pas nos poches et ce qui n'était pas visible, ce qui faisait du bien et ce qui nous manquait.

En début d'après midi, on a pris un temps pour commencer à poser un lien avec la nature.

Puis on s'est dit les mots et les idées-phare à retenir pour le conte.

Aujourd'hui, on a fait un nouveau pas sur la représentation plus précise de bouts du système, de son fonctionnement, depuis les usagers jusqu'aux lieux de décision.

Manu propose que le bilan se fasse autour de deux questions : ce qui nous a nourri, ce sur quoi on reste sur

³ La limitation des propositions de loi est constitutionnelle : « les propositions ou amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique. » (article 40 de la constitution de la Ve République)

sa faim.

Celina. On n'a pas travaillé directement sur les chiffres, mais sur l'organisation des chiffres et leur circulation. Pour Celina, c'est un pas important pour regarder le budget différemment que ces masses statiques et imposantes et complexes.

Celina aurait aimé avoir le temps de croiser ce qu'on a fait sur le panier et les inégalités, ce qui nous fait du bien et ce qui nous manque avec le travail sur les budgets de référence de l'ONPES, et plus largement cette idée des seuils pour bien vivre.

Bernadette a bien aimé les représentations par décile, et les représentations du fonctionnement du système d'aujourd'hui. Le fait de s'obliger à se pencher là dedans et voir la structure réelle. C'est intéressant de voir comment chaque groupe le représente.

Bernadette aime bien aussi les idées de la nuit. Elle suggère qu'on prenne le temps pour y réfléchir, qu'on en choisisse quelques unes à approfondir.

Pascale a aimé les représentations, et la réflexion en petit groupe pour voir comment représenter le système. Elle reste sur sa faim de ne pas avoir plus creusé sur la dette humaine. Il fallait peut être une journée de plus pour le faire.

Pour **Peggy**, la représentation imagée est très importante. Reste la question sur comment retranscrire cette complexité. Elle aurait aimé approfondir la question des dette humaine et écologique.

Denis a aimé les exercices avec cette forme de travail. Et le groupe nos vies et ce qu'on tire des analyses de tout cela, le boulot de hier sur les déciles à partir de nos places a été d'une puissance et d'une richesse incroyable.

Denis aimerait approfondir la question de la dette humaine mais surtout la question écologique. On pourrait avoir un carrefour sur cela

Par ailleurs, le conte va être important, mais il y a encore des choses à imaginer sur comment cela se raconte, comment faire germer les réflexions autour de nous.

Bernard est en phase avec Denis sur ce qu'on a fait et ce qu'on a produit. Le fait de partir de la vie est puissant, cela marche à chaque fois.

Sinon, plus on avance, plus on met en évidence la complexité, moins on sait où on va. ce n'est pas grave en soi mais il y a encore à travailler autour de la dimension d'aider nos concitoyens à comprendre comment cela marche, à comprendre les enjeux et les changements

Il y aurait aussi à avancer sur ce qu'on aimerait transformer pour aller vers un système plus doux. A chaque fois qu'on travaille un bout particulier de la protection sociale, on nomme des changements qu'on aimerait. Il faut qu'on voie quels relais en termes de plaidoyer mettre en place.

Sur la dimension des principes, on l'a bougé sur la question de la démocratie et de la transparence, le besoin d'un observatoire citoyen qui puisse rendre accessible et qui nous donne des certitudes.

En écoutant Bernard sur le lien avec les principes, **Denis** se dit que si on avait une demi-journée de plus, on aurait pu regarder ce qu'on a fait ce matin à la lumière de nos principes. Est ce que les figures vont dans le sens de tel ou tel principe ? C'est en regardant des choses précises qu'on peut donner corps et vie aux principes,

Françoise a le sentiment qu'il y a des choses qui se sont éclaircies, comme si on avait pris une loupe, à certains endroits, pour regarder la complexité. En même temps, il y a besoin de rassembler les bouts du panier.

Françoise a beaucoup aimé le travail de ce matin, sur la question des institutions, sur lesquelles on bute. Le fait de les avoir mis en visibilité sur leur rôle va peut être nous permettre de voir ce qui se joue derrière.

Manu pense qu'on a vraiment avancé. On avait rédigé un premier document pour présenter le budget, et il n'a rien à voir avec ce qu'on a fait ces jours ci.

Si on avait eu une demi-journée de plus, il aurait aimé rassembler les différentes scènes faites ce matin, car dans chaque scène il y a des tours qui se rejoignent. Qui sont les mêmes. On n'est pas loin de l'image

globale qui part de nos vies et qui va jusqu'à Bercy.

Manu s'interroge sur la manière dont les associations vont s'emparer ou pas de cela. Ce qu'on a fait a de l'impact dans nos vies, sur le conte, mais est ce que cela va avoir de l'impact sur la manière dont nos organisations vont regarder le problème ?

Quand **Séverine** avait vu le programme, elle s'est demandé comment on allait faire. Elle est contente, on ne l'a pas perdue. Mais elle se pose la question de comment continuer, elle aimerait faire les mêmes exercices avec les gens. Pour que chacun puisse se rendre compte d'où il se situe dans l'échelle sociale. Elle est certaine que beaucoup de personnes sont persuadées d'être dans le décile le plus bas alors qu'ils sont plutôt dans les déciles 2 ou 3. C'est important pour arrêter de se plaindre et avoir envie de bouger.

Pour **Sylvette**, c'est une chance d'être ici. Elle s'est sentie un peu moins active, et cela l'embête. Le groupe lui dit qu'elle a été utile, dans ce qu'elle a amené.

On s'applaudit. On a fait de grands pas de compréhension et on a tous été importants. On proposera une version du Conte, à publier à l'automne.

Pendant que certains préparent le repas, d'autres s'activent pour déplacer les images faites par les groupes ce matin, et arriver à une image globale, qui part de nos vies et qui va jusqu'à Bercy.



C'est le moment du repas,



puis des au-revoir et des départs.

On fait une photo du groupe. On se donne rendez-vous en septembre, pour le séminaire de Merville.

Annexe : Calcul du niveau de vie par déciles

1. Il faut différencier le « revenu disponible » et le « niveau de vie ».

- → Le revenu disponible est l'ensemble des revenus d'un ménage auquel on soustrait les impôts directs. Un ménage est composé par l'ensemble des personnes, d'une même famille ou non, qui partagent habituellement un même logement et un même budget. Dans le cas contraire, on peut faire partie du même logement et ne pas être un même ménage.
- → Le niveau de vie est le revenu disponible divisé par le nombre d'unité de consommation. On n'a pas le même niveau de vie quand on a un salaire de 2300€ quand on est soit célibataire, soit en couple, soit en couple avec deux enfants. On considère qu'il y a des économies d'échelle sur un certain nombre de dépenses (loyers...) et que les jeunes enfants consomment moins que les adultes ou les adolescents. Le niveau de vie permet de comparer l'ensemble de la population en neutralisant la forme familiale

2. Pour calculer son niveau de vie, il faut procéder par étape :

- → Calculer le revenu disponible du ménage (R) :
 - salaires + retraites + indemnités de chômage + revenus du patrimoine (loyers, intérêts des livrets d'épargne ou assurance vie, dividendes) + allocations familiales + minimum sociaux + autres revenus
 - à ces revenus, on enlève les impôts directs (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS...)
 - Par exemple, on peut considérer que l'ensemble des revenus d'une famille soit de 2300€ par mois
- → Calculer le nombre d'unités de consommation dans le ménage (U) :
 - o le premier adulte compte 1
 - le deuxième adulte compte 0,5
 - les enfants ou autres personnes de plus de 14 ans comptent 0,5 et les enfants de moins de 14 ans 0,3.
 - Par exemple, pour un couple avec deux enfants 15 et 8 ans, cela donne 1 + 0,5 + 0,5 + 0,3 = 2,3
- → Diviser R par U.

Dans notre exemple, 2300€ / 2,3 = 1 000€ 1000€ est le niveau de vie de chacun des membres du ménage.

3. Se placer dans l'échelle des revenus.

Pour faire ce calcul, on est partis de deux sources :

- → Les moyennes de revenus par déciles c'est-à-dire la moyenne du niveau de vie dans chacun de ces déciles
 - (avec bien entendu de grandes différences à l'intérieur du premier et dans du dernier décile, qu'on ne voit pas dans les chiffres des moyennes)
 - [https://www.insee.fr/fr/statistiques/3549502 p.119]
- → Les chiffres du revenu médian (qui coupe la population en deux moitiés égales) et les rapports interdéciles D1/D9, D5/D9, D1/D5. On a alors calculé, à partir de ces chiffres, une estimation des seuils entre les déciles qui est à peu près fiable à quelques euros près, afin de pouvoir se placer plus facilement dans l'échelle de revenus.

	seuil entre déciles	Moyenne par décile
D1	926€	690€
D2	1 154 €	1 029€
D3	1 337 €	1 237 €
D4	1 495 €	1 423 €
D5	1 695 €	1 602 €
D6	1891€	1 785 €
D7	2 154 €	1 998 €
D8	2 511 €	2 291 €
D9	3 136 €	2 761 €
D10		4 720 €

Annexe : Sigles utilisés dans le document

Institutions de la protection sociale

AGIRC - ARRCO caisses de retraite complémentaires

ARS Agence Régionale de Santé
CAF Caisse D'Allocations Familiales

CARSAT Caisse d'Assurance Retraite et de Santé au Travail

CCAS Centre Communal d'Action Sociale

CNASEA Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations

agricoles (institution qui servait les Emploi Jeunes)

CNAV Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse
CRAV Caisse Régionale d'Assurance Vieillesse
CPAM Caisse Primaire d'Assurance Maladie
FNAL Fonds National d'Aide au Logement

MDPH Maison Départementale des Personnes Handicapées

MSA Mutualité Sociale Agricole

Cotisations, Impôts, Taxes

CRDS Contribution pour le Remboursement de la Dette Sociale

CSG Contribution Sociale Généralisée

CSPE Contribution au Service Public de l'Électricité

Aides sociales, dispositifs de protection sociale

AAH Allocation Adulte Handicapé
ACS Aide à la Complémentaire Santé

ALD Affection Longue Durée

APL Aide Personnalisée au Logement RSA Revenu de Solidarité Active

Autres

DREES Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques EHPAD Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes

IGAS Inspection Générale des Affaires Sociales

ONPES Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale

PLF Projet de Loi de Finances

PLFSS Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale

UNIOPSS Union Nationale Inter-fédérale des Œuvres et Organismes Privés Sanitaires

et Sociaux